

Métacapitalisme et transformations de l'ordre productif

Pierre Dockès

▶ **To cite this version:**

Pierre Dockès. Métacapitalisme et transformations de l'ordre productif. Vercellone, Carlo. Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?, La Dispute, pp.139- 166, 2003. halshs-00419862

HAL Id: halshs-00419862
https://shs.hal.science/halshs-00419862

Submitted on 1 Nov 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre Dockès
Professeur de sciences économiques
Université Lyon 2
Pierre Dockès
Centre A. et L. Walras

Les métamorphoses du capitalisme

Comment définir le capitalisme, et en amont le capital ? Partir de la conception néo-classique du capital comme facteur de production ne présente guère ici d'intérêt puisqu'on ferait du capitalisme un système aussi ancien que l'homo sapiens, rythmé par le changement de ses outils principaux, une histoire des techniques, non celle des formes successives prise par un système social et économique spécifique.

Quant à Marx, s'il hérite de la conception classique du capital comme fond financier donnant les moyens d'acheter le travail productif (avant tout) et l'outillage, il dépasse cette conception en définissant le capital comme un rapport social, disons (pour faire vite) le salariat productif et (même s'il n'emploie pas ce terme[1]) le capitalisme comme le mode de production construit sur ce rapport social. Plus précisément, on peut définir le capitalisme par : (1) la production de marchandises, (2) la propriété privée des moyens de production, (3) le travailleur libre et séparé des moyens de production[2], (4) l'achat de la force de travail par le propriétaire des moyens de production.

Dès avant la formation de ce mode de production, la marchandise règne, non pas seulement l'échange quasi généralisé, mais la production pour l'échange, pour la valeur d'échange (d'où la loi de la valeur) et Marx analyse dans ces situations pré-capitaliste, les jeux du capital commercial et du capital de prêt ou usuraire, ces formes de capital à l'extension temporelle infiniment plus large que celle du capital *stricto sensu*, et qui jouent un rôle considérable dans les modes de production antérieurs, puis semblent n'être plus que des extensions (parasitaires) du capital. Le capital au sens strict n'est plus l'argent-capital du circuit A-M-A', disons l'argent qui "fait des petits", mais celui qui achète cette marchandise particulière qu'est la force de travail, seule marchandise à rendre une plus-

[1] Sur l'histoire des mots "capital", "capitaliste", "capitalisme", cf. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, t. 2 : *Les Jeu de l'échange*, Paris : Colin, 1979, pp. 201 et sq.

[2] Lorsque Louis Blanc emploie le terme "capitalisme" dans son sens actuel, probablement la première occurence en ce ens, il le définit ainsi :"Ce que j'appelerai "capitalisme", c'est à dire l'appropriation du capital par les uns à l'exclusion des autres" *L'Organisation du travail*, 1850, 9e éd., pp. 161-162. Marx ne l'utilise pas. Et c'est W. Sombart, dans son *Der Moderne Kapitalismus* (1ere éd. 1902) qu'il devient d'usage courant dans les milieux scientifiques.

value en respectant la loi de la valeur, l'échange valeur pour valeur (le capital de prêt ou le capital commercial devant, eux, jouer sur les différentiels de valeurs dans le temps ou l'espace). D'où l'importance cruciale de l'accumulation primitive du capital et de la séparation du travailleur et de ses moyens de production, une analyse historique qui n'a rien perdue de sa fraîcheur et de son intérêt, même si elle était déjà quelque peu datée en son temps et qu'évidemment, il y eu des apports considérables des historiens depuis cette époque.

Fernand Braudel récusait partiellement cette conception. Pour lui le capital n'est pas seulement moyen de production, ni l'ensemble infiniment diversifié des "biens-capitaux" (ou n'importe quoi ne peut-il être bien-capital ? un navire, une forêt, l'argent, voire un privilège comme de ne pas payer de droits de douane !). Et le capitalisme ne peut se résumer seulement à un mode de production, au capitalisme industriel, à un rapport de production spécifique. Il est finalement de tous les temps, en tout cas "l'histoire du capital enjambe la première révolution industrielle anglaise, elle la précède, elle la traverse, elle la dépasse"[3]. Mais, s'il y a déjà capital et capitalisme avec "le haut négoce", la "haute finance", le capital n'a pas de rôle au niveau de l'échange quotidien, à petite portée, ni de la production courante. Il joue à une toute autre échelle. Et s'il félicite Hilferding d'avoir protesté contre l'idée d'un capitalisme seulement industriel, d'avoir mis l'accent sur l'importance du capitalisme financier, il se refuse à ne le faire commencer qu'au début du XXe siècle.

Fondamentalement, pour Braudel le capital est pouvoir, mais pas n'importe quel pouvoir, il est l'expression même du pouvoir économique supérieur : grâce à sa puissance, en particulier financière, il peut d'*en haut* dominer et orienter et les échanges "au long cours" et la production sans nécessairement y pénétrer directement. Il peut rester extérieur au rapport d'exploitation directe, pouvant récupérer l'essentiel des profits en aval, en tenant les débouchés, en amont en tenant les fonds financiers, les sources d'approvisionnement. Produire de la plus-value directement n'est qu'un de ces moyens, le capital a toujours "plusieurs fers au feu".

En ce qui concerne les XIXe et XXe siècle, on doit partir, et Braudel accepte cette idée, du capitalisme productif, du capitalisme directement dans la production, la production industrielle surtout (même si l'agriculture est devenue capitaliste en Angleterre), donc d'un rapport social de production spécifique. Mais, pour tenir compte de la très ancienne et toujours renouvelée possibilité *de faire de l'argent* dans l'échange (ce qui effrayait Aristote, les penseurs du moyen âge, et bien au-delà) et de l'intuition braudelienne d'un capitalisme "supérieur", nous définirons trois niveaux :

L'infra-capitalisme se développe dans la sphère de l'échange, de l'échange inégal ou asymétrique plus précisément (en prenant en compte les diverses asymétries : les structures asymétriques des marchés, les asymétries d'information, les asymétries de pouvoir sous ses aspects divers). Il fait de l'argent en jouant sur les différentiels de valeur dans le temps et l'espace, certes, mais aussi en s'appuyant sur les formes diverses de pouvoir de marché et, au-delà, sur des formes diverses de coercition physique ou morale, en s'appuyant parfois sur l'État, sur les privilèges qu'il peut accorder et la contrainte spécifique qu'il exerce. Évidemment, ce jeu n'est pas propre à l'infra-capitalisme, mais il y est déjà présent.

Le second niveau est *le capitalisme productif*, celui que retient Marx.

Le troisième niveau est *le méta-capitalisme*. Mondial, pourrait-on dire, par essence, comme l'expliquent F. Braudel et I. Wallerstein[4], il tire sa puissance de sa mobilité, de la diversité des

---

[3] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*, t. 3 : *Le Temps du monde*, Paris : Colin, 1979, p. 521.

[4] Fernand Braudel écrit en particulier : "- Le capitalisme reste fondé sur une exploitation des ressources et des possibilités internationales, autrement dit, il existe aux dimensions du monde [...] / - Il s'appuie toujours, obstinément, sur des monopoles de droit ou de fait [...]. L'organisation, comme l'on dit aujourd'hui, continue à tourner le marché. Mais on a tort de considérer que c'est là un fait vraiment nouveau./ - [...] le capitalisme ne recouvre pas toute l'économie, *toute* la société au travail, il ne les enferme jamais l'une et l'autre dans un système, le sien, et qui serait parfait", *La Dynamique du*

moyens à sa disposition pour extraire des profits. S'il est principalement un capital financier, il n'est pas assimilable à la finance.

D'abord, toute activité financière n'est pas au niveau de ce méta-capitalisme. Ce capital n'est ni le prêteur, l'actionnaire ou le spéculateur à petite portée : il suppose non seulement des capacités d'emprunts et de financements considérables, mais une capacité d'animation, d'orientation, d'innovation. L'activité de banque commerciale, celle qui assure au jour le jour le crédit nécessaire à la gestion courante, n'en fait pas partie, mais seulement ce que naguère on nommait la "haute banque" (aujourd'hui la spécialisation a largement disparue et la banque recouvre généralement, plus ou moins, ces différents aspects).

Et inversement, ce méta-capital est plus large que la finance telle qu'elle est considérée généralement, comme distincte de l'activité productive. Le méta-capital peut trouver son assise dans une grande entreprise industrielle ou commerciale. Ainsi, par exemple, le jeu des tycoons de la fin du XIXe siècle, les concentrations qu'ils imposèrent, sont partie intégrante du méta-capitalisme. De même aujourd'hui, les actions des grands capitaines d'industrie, le jeu à l'échelle mondiale des fusions qu'ils pratiquent est, certes financier, mais cet aspect n'est pas séparable de stratégies industrielles.

Finalement, sous ses formes historiquement diverses, le méta-capital tient le grand négoce, la haute banque, les marchés essentiels, les sources d'approvisionnement majeures, fait ou dirige les concentrations capitalistes, finance les innovations schupeteriennes et donc, comme le souligne cet auteur, joue un rôle majeur en assumant les risques, en déplaçant le capital des secteurs anciens vers les nouveaux ; s'il peut gérer directement la production, il peut se contenter d'extraire, d'une façon ou d'une autre, ses profits de la plus-value extraite par le capital productif.

Il serait erroné de le considérer simplement comme parasitaire. La question de savoir si tout profit vient, en définitive, de la plus-value est hors de notre portée, mais ce méta-capital est actif dans la mesure où il accumule ici ou là les capitaux, les déplace, les concentre, repère de façon Kirznérienne les occasions nouvelles de profit, finance les innovations majeures en prenant des risques.

Cette conception est donc différente de celle de Duménil et Lévy[5] puisqu'elle permet de mettre en relief, avec le rôle décisif de ce méta-capital, l'importance des jeux financiers, de les périodiser, mais sans, le moins du monde, en faire une finance parasitaire qui amoindrit les capacités de croissance. Le pire serait de distinguer entre le "bon" industriel et la "mauvaise "finance" qui au mieux se contente de tondre les coupons, au pire se fait vampire qui boit le sang du capital productif.

Notons que ces trois niveaux ne sont pas empilés dans cet ordre, le méta-capitalisme venant en quelque sorte couronner l'édifice après le stade de développement du capitalisme productif. Le méta-capitalisme, en effet, est présent avant ce développement, surimposé à l'infra-capitalisme de jeux de l'échange. Du XIVe au XVIIIe siècle, le méta-capitalisme dirige, d'en haut, l'économie mondiale à partir des grands centres financiers et commerciaux, Venise, Gènes, Anvers, Amsterdam, même encore Londres. Et, dans un premier temps, le développement du capitalisme productif, agraire, puis industriel, se fait largement à côté de lui. Ce n'est finalement qu'avec les années 1860, surtout après 1880, que le méta-capitalisme prend en main l'industrie manufacturière (beaucoup plus tôt dans certaines activités, comme par exemple les mines dès le XVIe siècle).

---

capitalisme, Paris : Arthaud, 1985, p. 117; *Civilisation matérielle et capitalisme, XVe - XVIIIe siècles*, t. 2, op. cit.. Cf. Immanuel Wallerstein, *The Modern World System*, III : *The Second Area of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840*, New-York, Academic Press, 1989 ; du même auteur, voir aussi *Le Capitalisme historique*, Paris, La découverrte, 1985.

[5] Gérard Duménil et Dominique Lévy, *La Dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, PUF, 1996 ; "Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe", in : *Le Triangle infernal*, PUF (Actuel Marx), 1999.

Nous nous intéresserons ici à l'évolution du capitalisme depuis deux siècles dans une perspective que l'on peut dire "mutationniste". Le fil directeur de ce travail le suivant : partir d'une hypothèse concernant l'évolution du capitalisme (une succession d'ordres productifs : capitalisme libéral, monopoliste, fordisme, Nouvelle économie) en correspondance avec le rythme Kondratiev, de questionner cette hypothèse, de noter ses insuffisances, puis, dans une dernière partie, de proposer une autre périodisation.

1) Avec Bernard Rosier, nous avions recouru au concept "d'ordre productif"[6] pour désigner à l'échelle macroéconomique la cohérence relative d'un nouveau système technique, économique et social. On peut analyser l'ordre productif comme articulant 1) la base technique avec ses systèmes de machines, ses facteurs de production et matières premières essentiels et ses industries motrices, 2) le mode d'accumulation du capital, ensemble de règles formelles et informelles qui spécifient les rapports sociaux, président à l'organisation du travail dans l'entreprise et enfin instituent des formes stables de relations entre entreprises ou industries, 3) le type de division du travail à l'échelle mondiale avec son degré et ses formes d'ouverture, sa structure polarisée, 4) le mode de régulation enfin, avec ses aspects in-intentionnels ou intentionnel. Et l'ordre productif est à mettre en relation avec les représentations dominantes, les mentalités, "toute une superstructure".

Un ordre productif élaboré est supposé capable d'assurer durant une période longue une certaine efficacité de l'accumulation du capital. Cette période (vingt à vingt-cinq ans) correspond donc à ce que l'on peut nommer une phase A d'un "Kondratiev".

Mais nous supposions aussi que cette réussite même finit par produire un épuisement des gains de productivité, un changement des rapports de force au sein du "diagramme social" ou un affaiblissement du dynamisme de la demande, d'où la baisse du taux de profit et finalement le retournement de la conjoncture longue. Si chaque occurrence d'une "grande crise" est le résultat d'une impossibilité structurelle à maintenir le taux de profit, cette difficulté peut être principalement localisée du côté de l'extraction de la plus-value ou de sa réalisation, d'où deux types de crise, même si elles ne sont jamais pleinement séparables, même si l'une peut précéder, voire faire émerger l'autre : une crise "classique" et une crise "keynésienne" ou de réalisation.

Si les dépressions longues, ou phases B du "Kondratiev", apparaissent donc comme des moments de désarticulation de l'ancien ordre productif, elles sont aussi des temps de genèse d'un paradigme productif nouveau[7] qui devrait articuler de façon neuve aussi bien des techniques, des institutions et des formes sociales anciennes réinterprêtées que les techniques, les institutions et les formes sociales nouvelles engendrées dans la dépression. Ainsi, les dépressions longues de la fin du XIXe siècle, des années 30, de la fin du XXe siècle, semblent avoir été des temps particulièrement actifs de mutations plurielles ; elles avaient d'ailleurs été estimées telles par nombre de contemporains, les marxistes pressentant même la fin du capitalisme alors qu'il s'agissait plutôt de *métamorphose*.

Parler de "paradigme productif" signifie que la métamorphose de l'ordre productif suppose une *conception* d'ensemble renouvelée des modalités de la production, de la répartition et de l'accumulation, un nouveau système de représentations quant à la façon adéquate de produire, un nouveau modèle productif, on pourrait dire une "recette" productive à la fois globale et capable d'aller dans les détails, à la fois microéconomique (le niveau de l'entreprise), macroéconomique et

---

[6] Pierre Dockès et Bernard Rosier, *Rythmes économiques*, Paris : La Découverte, 1983 ; B. Rosier, *Les théories des crises économiques*, Paris : Repères-La Découverte, 1988, nouvelle éd. 2000.

[7] Giovanni Dosi, "Sourcesn Procedures and Microeconomic effects of Innovations, *Journal, of Economic Litterature*, vol. XXVI, sept. 1988 ; G. Dosi, C. Freeman, R. Nelson, G. Silverberg, L. Soete (eds), *Technical Change and Economic Theory*, London : Pinter, 1988 ; Pierre Dockès, "Les recettes fordistes et les marmites de l'histoire", *Revue économique*, n° 3, mai 1993.

institutionnelle (concernant les institutions estimées efficientes). Naturellement, la formation d'un tel paradigme suppose d'abord que l'ancien paradigme soit entré en crise, qu'il n'apparaisse plus susceptible d'importantes réalisations nouvelles, d'accroissements conséquents de la productivité. Il faut ensuite qu'un certain nombre d'expériences préfigurant le nouveau paradigme aient préalablement été conduites avec succès (on peut penser aux expérience d'Henry Ford lui même au début du XXe siècle). Ce sont, en quelque sorte, des *exempla*, tels que Thomas Kuhn[8] les met en avant pour l'élaboration des paradigmes scientifiques. Ensuite, peu à peu, ce modèle se généralise dans l'esprit de couches de plus en plus larges d'entrepreneurs, d'ingénieurs, de "décideurs" divers, des "élites" productives, politiques et il finit par convaincre les salariés eux-mêmes. L'ordre productif concret tend dans le même mouvement à se conformer peu à peu au modèle devenu hégémonique.

Naturellement, les entrepreneurs ou les divers responsables ne se contentent pas d'appliquer le modèle tout prêt, la recette productive. Ils se doivent de l'adapter et d'autant plus que le modèle est toujours importé, d'une autre entreprise, d'un secteur voisin, d'un pays étranger, généralement un pays leader, estimé en avance ou performant. L'adaptation suppose que l'on tienne compte des réalités techniques, institutionnelles, sociales de "l'importateur". Un peu comme le bon cuisinier sait adapter les recettes (on prenait classiquement l'image de l'architecte qui adapte les plans au réel). Il y a ainsi un va-et-vient entre l'ordre productif concret et le paradigme.

L'évolution du capitalisme verrait se succéder des formes spécifiques, un processus non pas linéaire, "incrémental", mais "mutationniste". Les diverses étapes se chevaucheraient puisque chacune serait constituée de trois moments : le temps de sa genèse (dans la dépression précédente), le temps de l'ordre productif efficient (l'expansion longue) et le temps de sa décomposition (la dépression longue qui suit, et prépare le prochain paradigme productif). Partons de la période 1789-1816. Elle est celle des guerres et des troubles de la Révolution et de l'Empire, mais aussi de transformations économiques, techniques et sociales majeures en Angleterre : à la fin de la période, l'ordre productif que l'on nomme "factory system" est en place. Sur cette nouvelle base, une première étape (centrée sur l'expansion 1850-1873) apparaît comme la formation du capitalisme libéral. Une seconde étape (centrée sur la période d'expansion longue 1895-1920/29) correspondrait à la formation un capitalisme monopoliste. La troisième étape (centrée sur l'expansion longue des "Trente Glorieuses") correspondrait à l'histoire d'un capitalisme à régulation étatique, le "fordisme". Et une nouvelle étape serait la "Nouvelle économie" (centrée sur une éventuelle expansion longue 1990-?).

2) Cependant l'alternance de ces trois temps, le rythme de type Kondratiev qu'elle induit, ne doit pas former un "corset" trop serré, donner naissance à une conception trop mécanique.

D'abord, il est clair que l'on ne peut séparer des périodes d'apparition des innovations (fin des dépressions) et des périodes où elles sont rentables et se généraliseraient (les expansions longues) : des innovations émergent à tous moments. En revanche, pendant la dépression, l'ancien ordre productif se désagrège, laissant place pour quelque chose de nouveau et, dans les ouvertures ainsi ménagées, le nouveau modèle productif se forme.

En second lieu, et surtout, l'idée que toute expansion longue correspond à un ordre productif achevé me semble erronée. Il faut parfois plusieurs Kondratiev pour produire un ordre productif achevé.

Ainsi il semble qu'entre 1780 et 1848, on assiste au long enfantement d'un ordre productif nouveau, *le capitalisme fabricant et libéral*. Ce n'est qu'après 1848 que cet ordre productif est pleinement achevé, et en particulier grâce au rétablissement de l'ordre social et politique (et entre 1848/50 et 1873, même s'il y a eu des innovations importantes, on peut dire que cet ordre est prévalent). Cela revient à dire que le capitalisme fabricant et libéral s'est mis en place en plusieurs temps :

---

[8] Thomas Kuhn, *The Structure of scientific Revolution*, Chicago : University Press, 1961.

- un temps de préparation, d'émergence des innovations techniques et sociales (1775-1790)
- un temps d'explosion de la "Révolution industrielle" sur la base de ces innovations, une expansion longue correspondant aux guerres de la Révolution et de l'Empire dans une ambiance inflationniste (1790-1816)
- un temps de retour à l'ordre monétaire, avec crises politiques, sociales et économiques correspondant à la montée du libéralisme, des institutions nouvelles qui rendent possible le "marché autorégulateur" (1816-1848)
- le temps où règne l'ordre productif nouveau (1848/50-73).

On assiste à des difficultés de même nature pour la période qui va de 1873 à 1945. Ainsi la période de la Grande dépression de la fin du XIXe siècle semble à la fois un "stade ultime du capitalisme" libéral et le début de quelque chose de très différent, l'intervention régulatrice de l'État qui culminera finalement après la Seconde Guerre mondiale. La guerre de 1914-1918 ne peut être envisagée comme un simple moment d'une période d'essor long (1895-1920/29), mais est un bouleversement sans précédent qui introduit des innovations techniques, organisationnelles, sociales et sociétales majeures. Et comment penser les années 20, plus généralement l'Entre deux guerres avec sa crise majeure, unique par son ampleur jusqu'à ce jour, que faire de la guerre de 1939-1945, ce choc majeur qui bouleverse les sociétés et féconde de considérables innovations plurielles ?

La période 1945-2000 paraît, en revanche, "coller" assez bien à notre schéma évolutif (une phase d'expansion longue se développant sur la base des innovations de l'Entre deux guerres et de la guerre elle-même, une phase de long enlisement de 1973 à 1992, un phase d'expansion, aux États-Unis du moins depuis une dizaine d'années sur la base des transformations sociales, économiques et techniques initiées dans la dépression, ce temps qu'en France on nommait "la crise"[9]).

3) Nous verrons qu'il est possible de proposer une autre périodisation sur la base d'une genèse du capitalisme contemporain en deux très longues périodes, plus le début d'une éventuelle troisième : une phase "libérale" où les marchés autorégulateurs montent en puissance et deviennent décisifs, entre la Révolution industrielle et le début des années 1880, une période d'un siècle (1880/90-1980/90) où la régulation étatique intervient pour encadrer le capitalisme, tenter de sauver la société des conséquences socialement dramatiques de l'autorégulation marchande, concurrentielle puis monopoliste et de retrouver un rythme élevé de croissance que le capitalisme libéral s'avérait incapable de continuer à promouvoir. Enfin, une nouvelle période qui vient seulement de commencer et qui voit l'émergence d'un néocapitalisme libéral faisant du siècle précédent une longue parenthèse dans l'essor du capitalisme. Une conception qui doit beaucoup aux analyses de Karl Polanyi.

[9] On qualifie ainsi une situation qui n'a rien à voir avec le moment paroxystique qui, jusqu'alors, correspondait à ce terme.

I Un premier capitalisme libéral et industriel

Une période d'un siècle qui part de la première Révolution industrielle (dans les année 1770/80) et aboutit à ce qu'il est convenu de nommer la seconde révolution industrielle (elle débute avec les années 1880).

1. La formation du capitalisme libéral et industriel

Entre les années 1775 et 1848, se met en place un système technique, économique, social et politique nouveau, le premier capitalisme libéral et industriel (ou fabricant), . Avec les années 1850, c'est chose faite, l'ordre règne à ces différents niveaux, l'ordre libéral.

Le système de la fabrique se développe précocement dans l'Angleterre "manchesterienne", mais seulement dans quelques régions, surtout dans le textile (plus précisément l'industrie du coton et la filature avant le tissage), voire la sidérurgie et quelques industries mécaniques. Il met longtemps à devenir dominant, même dans ce pays, et plus longtemps encore en France, même dans les zones "industrielles" (le nord en particulier). Cette extension du "factory system" se fait tout au long du XIXe siècle et pas seulement de la première moitié. En 1850, s'il est loin d'être généralisé même en Europe occidentale, il est cependant devenu le "paradigme productif" : c'est ainsi que les industriels d'abord, mais tout un cercle social beaucoup plus large, pensent la production "normale" ou moderne, l'organisation sociale.

On sait qu'il se caractérise par le machinisme mu par la vapeur, une nouvelle organisation du travail, celle que Marx décrit dans *le Capital*., un prolétariat concentré géré de façon centralisée, l'ouvrier collectif soumis au rythme de la machine, l'intensification du travail, la discipline d'atelier. Au cours de la période 1816 et 1850, il se généralise lentement tandis que se confirme la défaite des anciennes formes de production (Putting out System[10]) ; si l'industrie textile reste essentielle, le dynamisme vient surtout des industries nouvelles, le chemin de fer, la construction des machines "à vapeur" et la nouvelle métallurgie de l'acier.

Cependant les modifications principales concernent peut être surtout la sphère de l'échange, ce que nous avons nommé l'infra-capitalisme. L'économie devient, au cours de ce premier XIXe siècle, une économie de marché, concurrentielle, de plus en plus ouverte (mais le protectionnisme reste important). Ces marchés visent à *autoréguler*, comme l'expose K. Polanyi, les pseudo-marchandises, la terre, la monnaie et le travail. La "question sociale" devient à la longue essentielle avec la croissance du prolétariat urbain et de la misère ouvrière. Elle est "gérée" par des moyens différents et convergents, mais les crises sociales et politiques sont intenses. Le marché du travail autorégulateur au niveau du minimum de subsistance, grâce à la sérialisation des travailleurs[11], grâce à une offre de travail continuellement excédentaire (l'exode rural massif en Grande-Bretagne), finalement par la misère ouvrière. La régulation sociale s'opère encore d'une part, à travers la charité privée et surtout par le nouveau système de lois sur les pauvres en Angleterre dès les années 1830 qui allient assistance et répression, d'autre part, par la répression patronale et étatique. Sur le Continent européen, après l'échec de février 1848, se développe une répression systématique des idées socialistes et du mouvement ouvrier. La régulation économique et sociale se fait aussi par des

---

[10] Un marchand - fabricant donne à fabriquer à des façonniers conservant (plus ou moins) le contrôle du procès de travail.

[11] Les travailleurs restent isolés (ils se présentent "en série") face à l'entrepreneur qui détient, dès lors, un pouvoir de marché. En Angleterre, malgré la reconnaissance du droit d'association en 1825-6, il est difficile de dépasser un niveau très modeste de regroupement. Le *Grand National Consolidated Trade Unions* fondé par Robert Owen en 1833 et qui a immédiatement 500.000 adhérents s'effondre un an plus tard (surtout du fait du refus patronal d'embaucher les membres du syndicat).

crises conjoncturelles de grande intensité dans les années 1830 et 1840. Elles deviennent alors caractéristiques de ce capitalisme : elles permettent de réguler la surproduction relative (une régulation de second rang, le premier étant le marché) et, en effondrant le niveau de vie ouvrier, elles facilitent la reconstitution des marges de profit.

Deux points me semblent encore importants pour mieux caractériser la période :

- La demande effective n'avait pas encore un besoin décisif des revenus des salariés : la "réalisation" était essentiellement obtenue par les achats de la paysannerie, des professions libérales et du petit négoce, par les colonies et le marché international. Les salariés, peu nombreux, n'avaient pas un "poids marchand" décisif. Or, lorsque la demande effective est essentiellement "externe" (non appuyée sur les achats des salariés), la rigueur de l'exploitation peut être extrême ! Lorsque la majorité de la population sera salariée, pour vendre les marchandises, il faudra compter sur les revenus des salariés : ce sera un problème majeur du début du XXe siècle.

- Au cours de la période 1775-1850, le méta-capitalisme est en définitive peu actif dans le domaine de la production industrielle. L'industrie demande relativement peu de capitaux, les marchés financiers restent peu importants, essentiellement orientés vers le financement des dépenses extraordinaires de l'État (le rôle central y est joué par la rente), les entreprises conservent des dimensions modestes, il n'y a pas de moyens de rassembler d'importants capitaux pour de grandes entreprises et le processus de concentration du capital est peu significatif. Non qu'un tel méta-capitalisme n'existe pas, mais il reste traditionnel, c'est à dire plus orienté vers le grand commerce et le financement des dépenses extraordinaires des États.

En 1850, l'ordre productif, social et politique, disons le capitalisme libéral et industriel, règne. Sur cette base, les années 1850-1873 vont bénéficier d'une vive, d'une longue expansion. Mais, il serait erroné de considérer la période comme une simple extension dans un cadre défini en 1850. L'expansion longue, au contraire, va impulser des changements importants.

En France, l'alliance de la paysannerie et de la bourgeoisie avait permis l'établissement du Second Empire qui assurera vingt ans de paix sociale au capital. Dans ce pays, comme dans la majeure partie de l'Europe (et aux États-Unis, mais la guerre de Sécession, l'existence de la "frontier" donnent à l'expansion un aspect très spécifique), l'expansion considérable des affaires se fait par l'essor des marchés intérieurs (intégrés par le chemin de fer), le développement du commerce mondial, mais aussi grâce aux nouvelles mentalités entrepreneuriales et industrialistes, au développement des grandes banques qui tirent l'industrie, particulièrement les chemins de fer, tandis que s'affirme la nouvelle domination des marchés financiers appuyés sur l'émergence des sociétés par actions, que s'intensifie la spéculation immobilière et mobilière. Le méta-capitalisme commence à pénétrer la production industrielle. Le mouvement ouvrier commence à se constituer[12] parallèlement à l'accroissement du niveau de vie des prolétaires qu'il facilite. Cet accroissement tient aussi à la croissance économique, à l'augmentation de la demande de travail (et en France à la faiblesse de l'exode rural, la paysannerie voyant son niveau de vie s'élever), à la hausse de la productivité. Malgré cette amélioration, avec la défaite militaire la France connaît une explosion révolutionnaire (la Commune) suivie d'une répression de masse, comme en juin 1848.

A l'échelle internationale, pendant toute la période la domination anglaise est quasi-absolue, elle gère le système de l'étalon-or (dont on a dit le rôle dans "les crises périodiques") grâce à la puissance de la place de Londres et impose une vigoureuse pression libre-échangiste qui obtiendra de premiers résultat surtout avec les années 60 (en particulier le traité de libre-échange Cobden Chevalier avec la France). Le marché mondial inaugure vingt ans de marche au libéralisme que la crise des années 1880 remettra en question.

---

[12] Il fut même modérément encouragé en France au début du règne par un empereur qui se voulait "socialiste", surtout à fin d'encadrement il est vrai.

2. Vers la Grande dépression

A la suite de la période de longue expansion 1850 - 1873, la base technique va finir par donner des signes d'épuisement. L'édification du réseau mondial de chemins de fer commence à se rapprocher de ses limites naturelles (elle ne les atteindra qu'avec les fin des années 80). La crise de 1873 est marquée par l'effondrement de la conjoncture ferroviaire et des industries qui gravitent autour de cette industrie. Après une période de relance appuyée par l'État[13] des grands équipements publics (construction ferroviaire, voies navigables, installations portuaires) entre 1877 et 1882, la crise de cette année là marque un point final à la grande époque des chemins de fer en Europe et aux États-Unis[14]. A cela s'ajoute l'arrêt brutal de l'expansion jusqu'ici exponentielle de la nouvelle industrie financière.

L'ancienne usine "à vapeur" s'avère incapable d'assurer la poursuite de la croissance de la productivité du travail. D'abord l'intensification du travail atteint ses limites. Ensuite, si aux États-Unis le "système américain de fabrication" caractérise un noyau d'industries mécaniques, ailleurs l'organisation du travail reste archaïque (en particulier dans le berceau de la première révolution industrielle, Angleterre, France où, souvent, on en reste à un agglomérat peu efficient des anciens métiers). Enfin, l'investissement ne renouvelle pas en profondeur les techniques jouant principalement (à de notables exceptions près) sur l'accumulation de machines traditionnelles.

Si le mode d'accumulation reste caractérisé par une concurrence entre des entreprises de tailles modeste, une évolution majeure se produit du côté des rapports sociaux. La montée du mouvement ouvrier, le développement des luttes sociales et une longue période de plein emploi commencent à modifier le rapport de force entre les employeurs et les employés. La législation du travail se renforce, la durée du travail diminue tandis que les salaires réels augmentent. Dès lors, l'accumulation extensive atteint ses limites alors que l'accumulation intensive piétine encore.

Quant au mode de régulation, il était resté fondamentalement marchand et concurrentiel. Mais la concurrence commence à épuiser ses effets dynamisants et sa sévérité fait disparaître les anciennes rentes de situation (le chemin de fer et l'unification économique des espaces nationaux qu'il procure joue ici un rôle majeur), lamine les profits, provoque de fortes baisses de prix et commence à provoquer faillites et concentrations. La régulation "de second rang" par la crise qui rétablissait jusqu'ici "naturellement" les taux de profits va se heurter à une difficulté majeure. Dans la dépression, si les prix baissaient fortement, les salaires (ainsi que Maurice Dobb l'a montré[15]) baissaient, certes, mais ni suffisamment, ni assez rapidement pour rétablir les taux de profits. Ce sera, par exemple, net aux États-Unis où la tentative patronale de baisser les salaires en pleine crise de 1877 va provoquer une vague de grèves jugées insurrectionnelles[16]. D'où, bientôt, la recherche par les entrepreneurs de protection diverses, d'ententes et de concentrations pour éviter les guerres de prix et pour retrouver un rapport de force favorable avec leurs salariés. Finalement, comme l'explique Karl Polanyi[17], l'"utopie du marché autorégulateur", la volonté de faire du travail, de la monnaie et de la terre des marchandises, qui avait tenté de se concrétiser au cours du "premier" XIX^{e} siècle entre en crise dès les années 1870 et surtout 1880.

Enfin, "last but not least", sur le plan international, la concurrence des pays neufs qui, dans une ambiance libre-échangiste, s'était développée dans les années 1860-1880, finit par provoquer une

---

13 Comme c'est le cas en France avec la plan Freycinet qui, en 1877-79, met en œuvre un programme de développement massif des chemins de fer, surtout des voies secondaires.

14 Cette dernière année y connut d'ailleurs son chant du cygne avec 18.500 km construits.

15 Maurice Dobb, *Études sur le développement du capitalisme* (1950), Paris : Maspero, 1971, p.322.

16 Pierre Dockès, Bernard Rosier, *Rythme économiques*, p. 132.

17 Karl Polanyi, *La Grande transformation*, Paris : Gallimard, 1983.

crise agricole majeure en Europe et le recours au protectionnisme. L'affaiblissement du pouvoir d'achat des paysans et des propriétaires fonciers va avoir des répercussions sur les débouchés des industries. Certes la baisse des denrées agricoles alliées à la résistance des salaires nominaux évitera la baisse du pouvoir d'achat du salarié actif, mais le fort développement du chômage pèsera sur la consommation des travailleurs.

La Grande dépression de la fin du XIXe siècle, sa crise majeure en 1882-1884, apparaissent comme essentiellement "classique". Le ralentissement de la croissance de la productivité du travail est dû à l'épuisement de la base technique, au blocage de l'intensification du travail et de l'accumulation extensive du fait (en particulier) du renforcement du pouvoir des salariés. Ce renforcement des travailleurs explique également la hausse des salaires, leur résistance dans la dépression, d'où la baisse des taux de profits "pris en tenaille" et cela d'autant plus que la sévérité de la concurrence fait baisser les prix. A cette crise "classique" s'ajoute une crise de réalisation aggravée en Europe par la crise agricole avec sa conséquence sur la capacité de "réalisation" des couches rurales. La demande est encore déprimée par les politiques d'austérité des gouvernements (ainsi le gouvernement français qui avait d'abord réagit à la première crise de 1873 en gonflant les dépenses publiques, croit nécessaire de lutter contre la croissance de la dette publique par des budgets excédentaires).

II Le capitalisme monopoliste : de la dépression de la fin du XIXe siècle à la "Grande crise"

S'il est clair qu'après la grande crise des années 1880, le capitalisme se transforme en profondeur, cette transformation est des plus ambiguës. En effet, la période est caractérisée par la "seconde révolution industrielle", la formation du monopolisme dans la logique de développement de la concurrence, la montée du méta-capitalisme et la transformation des rapports sociaux. Mais la période est également caractérisée par les premiers développements d'une "grande transformation" : la montée de l'intervention de l'État, l'expérience du dirigisme économique pendant la "Grande guerre" et des tentatives, très diversifiées de contrôle du méta-capitalisme, d'encadrement des monopoles. Dès lors, y a-t-il rupture avec la période qui va suivre la crise des années trente et surtout celle qui suit la seconde Guerre mondiale ? Ou bien, après l'échec d'un retour au libéralisme dans les années 20, y a-t-il développement de tendances de fond repérable dès les 1885/1890 ?

1. Au cours de la Grande dépression

des années 1870-95, centrée autour de la grande crise de 1882, on assiste à une double transformation de la base technique et des industries motrices d'une part, du mode d'accumulation d'autre part. Il faut insister sur la convergence des innovations majeures qu'elles soient techniques, organisationnelle ou sociale.

La fin du siècle voit s'opérer *une "seconde révolution industrielle"* appuyée sur l'électricité, le pétrole, la transformation de la chimie, la machine-outil et la mutation des industries mécaniques, le moteur à explosion avec le renouvellement des anciennes industries motrices autour du charbon et de l'acier.

Mais il faut insister tout autant sur la formation du monopolisme et ses effets. C'est l'émergence des très grandes entreprises, des conglomérats, des trusts et cartels (sous la houlette de tycoons comme par exemple Andrew Carnegie, John D. Rockefeller ou Thomas Edison pour les États-Unis) et la tendance à la mise en place de situations monopolistes par tous les moyens (c'est le temps des "barons voleurs", le retour en force des moyens de l'accumulation primitive). Le mouvement de concentration du capital, même s'il est d'abord celui des tycoons, s'appuie sur la possibilité de drainer des capitaux considérables grâce à la société anonyme, sur les banques et la Bourse : le capital financier s'affirme et, avec lui, le méta-capitalisme (même si dans la relation banque-industrie, cette dernière semble encore dominante, comme l'expliquait Hilferding). Ce sont

les premiers abus de ce méta-capitalisme, souvent associés par les contemporains aux conséquences sociales de la crise, qui amenèrent les débuts d'une réaction de la société et de l'État (politique antitrusts, encadrement des cartels, sécurité sociale, protectionnisme)[18].

Le monopolisme a des conséquences essentielles sur la croissance de la productivité (économies d'échelle), sur les relations entre entreprises (pouvoir de marché appuyé sur des formes diverses de coercition") ou avec les banques, sur l'extraction d'un surplus spécifique et enfin, *last but not least*, sur le rapport salarial et les relations sociales.

L'introduction de l'organisation rationnelle du travail, du taylorisme est cohérente avec le monopolisme : il permet d'accroître l'intensité du travail, donc sa productivité directement, facilite le renouvellement du machinisme surtout lorsqu'il vient se greffer sur le "système américain de fabrication" avec ses techniques de standardisation des produits et des pièces, l'adaptation systématique des machines-outils. Mais la rationalisation du travail permet aussi d'éliminer le pouvoir de l'ouvrier de métier, de s'approprier son savoir-faire, d'intégrer à un degré supérieur l'ouvrier dans la mécanique globale.

La rationalisation et la discipline "tayloriste" du travail qu'elle induit ne suffisait pas. Dans la situation de crise sociale de la Grande dépression, alors que la misère ouvrière d'une part, l'accroissement du nombre et de la puissance des ouvriers associés d'autre part, conduisait à des situations extrême, il fallut le recours à la répression. En France, si l'écrasement de la Commune de Paris avait permis de briser précocement le mouvement ouvrier, la répression des mouvements sociaux est sévère dans les années 80, 90, au cours de la guerre (et par la militarisation). Aux États-Unis, c'est l'écrasement des grèves "insurrectionnelles" en 1877 et 1886 (les *Martyrs de Chicago*), la destruction de l'organisation ouvrière des *Chevaliers du Travail* (et si l'*American Federation of Labor* réussit à fédérer les organisations des ouvriers de métier en 1886, elle va évoluer vers un syndicalisme revendicatif, et non plus de "rupture"). Mais à la répression s'ajoutent parfois les premiers efforts d'intégration, la naissance des systèmes de sécurité sociale et l'encadrement des syndicats (la politique de Bismarck particulièrement novatrice et précoce).

A l'échelle internationale, enfin, la période de la Grande dépression est marquée par deux phénomènes majeurs. D'abord, le recours au *protectionnisme*, sa rapide généralisation (à l'exception partielle de la Grande-Bretagne) et avec une intensité particulière pour l'agriculture. On sait à quel point cet aspect est lié à *la formation des cartels* et à *l'impérialisme* qui est le second phénomène majeur. Dans les deux cas, il s'agit d'encadrer ou d'éliminer la concurrence, de s'approprier des marchés réservés, des zones protégées, de produire des rentes de monopoles dans des espaces de prix élevés abrités, quitte à se lancer dans des stratégies de dumping vers l'étranger. Et la concurrence des impérialismes fut une des causes de la guerre.

2. Les ambiguïtés de la prévalence du capitalisme monopoliste : les années 1895-1920/29

Cette "nouvelle économie" des années 1890, appuyée sur les industries "high tech" d'alors, sur le monopolisme, la rationalisation de l'organisation du travail, la protection des marchés nationaux et des "empires", la puissance du méta-capitalisme et, déjà, une certaine volonté étatique d'encadrement de ses excès dans un cadre national, produisit, certes, une remontée des taux de profit grâce aux "rentes" diverses, d'où une période d'expansion, longue, mais fragile politiquement du fait de la violence des affrontements politico-économiques, de la lutte pour l'extension des empires coloniaux et finalement pour l'hégémonie à l'échelle mondiale : l'ancien "centre" anglais et son compétiteur français, le rival allemand, ou les États-Unis. Ce sont ces rivalités pour l'hégémonie régionale ou mondiale qui vont dominer la période (d'où la guerre de 1914), et la période suivante,

[18] Pour la France, cf. Breton, Y., Broder, A., Lutfalla, M, *La Longue Stagnation en France*, Paris : Economica, 1997.

"second round" (d'où la seconde guerre mondiale). Les rivalités d'après 1945 seront d'une autre nature (capitalisme contre communisme soviétique).

Mais peut-on cependant faire de la période qui va de 1895 à 1920 (en Angleterre), voire à 1929 (aux États-Unis), une période d'expansion longue qui exprimerait l'efficience du paradigme productif établi sur les bases des innovations de diverses natures expérimentées lors de la Grande dépression précédente ?

Non ! Il y a bien jusqu'en 1914 une expansion d'une vingtaine d'année, le temps des cartels et des trusts, du protectionnisme défensif ou offensif (tel est le cas lorsqu'il est au service des cartels, s'appuie sur le dumping, comme en Allemagne), d'un "capitalisme financier" agressif, le temps de l'affirmation des nations nouvelles (Allemagne, Italie), des guerres économiques, des colonialismes rivaux, de la montée de la conflictualité politique. Mais la réaction de la société et de l'État commence, et la guerre de 1914-1918 est une coupure, à ce titre aussi, d'une importance capitale. Si l'alternance des périodes d'expansion ordonnée et des périodes de dépression - mutation peut être considérée comme le rythme endogène de développement du capitalisme, les guerres sont des "chocs" (très partiellement exogènes, comme les autres chocs d'ailleurs) d'une ampleur telle qu'il n'est pas possible de ne pas les traiter dans leurs spécificités, avec leurs conséquences majeures et, surtout, comme des temps exceptionnels de mutation technique, organisationnelle, sociale, politique. Déjà nous avons perçu que la compréhension de la périodes des guerres de la Révolution et de l'Empire ne gagne rien si l'on en fait la phase A d'un "Kondratiev" ascendant. La guerre de 1914-1918, comme celle de 1939-45, est un choc inouï. En 1918, plus rien n'est pareil, et pas seulement l'absence de moustache des hommes et la longueur des jupes ou des cheveux des femmes (signes cependant d'un changement majeur).

La Grande guerre va permettre de passer rapidement aux nouvelles techniques de production, de mettre au point des innovations, d'expérimenter la production de masse dans les industries d'armement, y compris l'automobile, les camions, l'aviation. Dans les pays belligérants, elle va briser les organisations ouvrières[19], permettre d'expérimenter un système économique étatique (avec une économie de crédit fortement inflationniste), l'"économie de guerre", instaurer sur le front un *esclavage militaire* jusqu'ici inimaginable dans son ampleur, éliminer une fraction considérable de la jeunesse, finalement effondrer l'Europe alors que la Russie est devenue communiste et que la domination américaine est devenue évidente, même si les États-Unis ne prennent pas conscience du rôle nouveau qu'ils doivent jouer. L'absence de prise de conscience du basculement du centre de l'économie mondiale va d'ailleurs jouer un rôle essentiel dans le développement des conditions d'entrée dans la Grande crise.

Et la période de reconstruction d'un ordre politique et économique va s'avérer un échec. Certes la reconstruction stricto sensu des dégâts matériels de la guerre est assez rapide (elle est terminée au début des années 20, d'où une crise spécifique), mais la reconstruction d'un ordre politique, malgré la SDN, échoue. Sur le terrain de l'ordre économique à l'échelle mondiale, l'échec est également patent.

Dès le début des années 20, les gouvernements croient possible *de revenir à la situation antérieure* et ils obtiennent même un semblant de réussite, très temporaire. Il s'agit de tirer un trait sur l'économie de guerre, l'intervention de l'État et l'inflation passée, de retrouver la coordination/régulation marchande (même si le monopolisme a profondément modifié le fonctionnement des marchés). Cette réaction libérale est appuyée, voire animée par le méta-capitalisme. Ainsi, sous cette direction, le pseudo-marché mondial[20] tente de se reconstituer autour

[19] Elles ne renaîtront en Russie, puis en Allemagne, qu'avec la défaite, et l'on sait ce qui advint !

[20] Nous savons combien il était compartimenté en zones impériales.

de la recherche d'un retour à une forme d'étalon-or, centré - comme avant - sur la place de Londres, l'Angleterre optant pour un retour de la Livre au niveau de 1914 au prix d'une déflation massive (d'où son entrée en crise dès les années 20) tandis que les États-Unis estiment pouvoir revenir à leur traditionnel isolationnisme politique et économique. Enfin, surtout peut-être, sur le terrain des rapports sociaux, le marché libéral du travail s'efforce de retrouver son ancien rôle.

3) Vers la Grande crise des années 1930

L'Entre deux guerres jusqu'à la Grande crise est une période étrange, effrayante. L'Angleterre, sous la houlette de la haute finance, s'enfonce dans la déflation dans l'espoir fallacieux de retrouver la livre d'antan. L'Allemagne subit une crise monétaire inouïe, mais une expansion réelle importante. La France, de crise monétaire en crise monétaire, finit par stabiliser sa monnaie grâce à l'expérience Poincaré, et connaît une expansion réelle satisfaisante. En Italie[21], les vive tensions sociales, dans les villes et les campagnes font le lit de l'alliance entre le capital, les propriétaires fonciers et le fascisme, et la victoire de ce système politique. L'URSS, après le communisme de guerre, connaît le répit de la NEP, mais elle va bientôt s'enfoncer dans une véritable nouvelle guerre civile faite à la paysannerie, et réussira au prix de sacrifices humains inouïs, l'édification d'une industrie lourde. Les États-Unis connaissent une expansion brillante, les "roaring twenties".

La Grande crise des années 1930 fut très profondément différente de celle de la fin du XIXe siècle. En effet, l'aspect "crise de surproduction" ou crise "classique" est pratiquement inexistant. Le taux de profit reste en effet élevé jusqu'à la veille de la crise et c'est l'effondrement de la demande globale, la crise elle-même, l'énorme déferlement de la vague déflationniste qu'elle produit, qui effondre les profits.

La base technique, en effet, ne semble pas montrer d'éventuel épuisement à la fin des années vingt. D'ailleurs les industries motrices issues de la Seconde révolution industrielle et de la Première guerre mondiale vont servir de socle à l'expansion longue qui suivra la Seconde guerre mondiale, à côté - évidemment - d'autres secteurs. C'est le cas des industries qui se développent autour de l'électricité, de la chimie, c'est le cas de l'automobile et des industries qui gravitent autour du moteur à explosion et du pétrole. Toutes ces innovations techniques et organisationnelles qui se développent à la fin du XIXe siècle et pendant la guerre de 1914-1918, le nouveau machinisme, les systèmes de machines, l'organisation scientifique du travail, l'effort de rationalisation, le taylorisme, l'extension et la systématisation du système américain de fabrication, fusionnent, ou sont systématisées, par le premier fordisme, micro-économique et productiviste, disons pour aller au plus visible, celui de la chaîne de montage. La Ford T, c'est 1907, la chaîne continue, c'est 1913, le "Five dollar day", c'est 1914, l'effondrement du prix de revient est net entre 1908 et 1916, en 1926, Ford vend 15 millions de voitures, c'est l'année de l'article "Mass Production"[22]. Entre 1924 et 1929, aux États-Unis, la production industrielle augmente de 26% ; pendant toute la période des *Roaring Twenties*, entre 1919 et 1929, la productivité s'accroît de 5,8% en moyenne par an[23].

Pour résumer, on pourrait dire que la production de masse est déjà en germe à la fin du XIXe siècle, qu'elle se développe dans la Première guerre mondiale et les années 20 et, qu'après le trou

---

[21] Carlo Vercellone, *Accumulation primitive du capital, industrialisation et rapport salarial : une application au cas italien (1861-1990)*, thèse Paris, 1999.

[22] *Encyclopedia Britannica*, 13 ed., suppl., vol. 2, 1926, pp. 821-823. Cf. Pierre Dockès, "Les recettes fordistes et les marmites de l'histoire : 1907-1993", *Revue économique*, vol. 46, n° 3, mai 1993.

[23] Cf. R. Boyer, La crise actuelle est-elle la répétition de celle de 1929 ? CEPREMAP, n°8206, mars 1982, p. 5 ; id., "La crise actuelle, une mise en perspective historique", *Critique de l'économie politique*, n° 7 et 8, 1979. Selon J. K. Galbraith elle s'accroît de 43% en 1919 et 1929, *La Crise économique de 1929, anatomie d'une catastrophe financière*, Paris : Payot, 1981. Cf. B. Rosier, *Les Théories des crises capitalistes*, La Découverte, 1988, p.54 $$ et Isaac Joshua, *La crise de 1929 et l'émergence américaine*, Paris : PUF (Actuel Marx), 1999, p. 26.

d'air des années trente, elle recommence à se développer avec la Seconde guerre mondiale (aux États-Unis, voire plus tôt dans l'Allemagne qui s'arme massivement), cela sur une base technique qui, certes, se renouvelle régulièrement en profondeur, mais dont les traits essentiels, paradigmatiques, restent les mêmes, et jusqu'aux années 1970 au moins.

Il y eut certes une crise de surinvestissement. Aux États-Unis, l'importance des profits, les anticipations très optimistes des entrepreneurs entre 1920 et 1929 (c'est vrai également en Allemagne, en France, pas en Angleterre[24]) provoquent une augmentation très vive de l'accumulation du capital, un véritable boom de la construction de logements et d'usines, des achats de machines-outils dans les industries motrices (constructions électriques et automobiles) et donc de toutes les entreprises qui produisent ces moyens d'équipement[25]. Mais, ainsi que J. M. Keynes l'avait compris, il s'agit d'un surinvestissement seulement relatif. Il n'est tel que parce que la base de consommation des ménages ne s'accroît pas. On est typiquement dans ce que Rosa Luxembourg avait désigné comme "le manège de Tugan Baranovsky" : *les capitalistes s'achètent à eux-mêmes les machines* sans que les débouchés effectifs en biens de consommation s'accroissent. Avec la survenance de la crise, ces capitaux neufs deviennent brutalement superfétatoires.

La crise est donc fondamentalement une crise "keynésienne" ou "de réalisation. La comparaison entre le taux de croissance de la productivité dans les années 20 (nous avons dit qu'il était de 5, 8% par an) et le taux de croissance des salaires horaires réels est éloquent : ils n'augmentent que 2,2% par an[26]. Dès lors, non seulement il est clair que ce n'est pas la réduction des gains de productivité liée à une suraccumulation ou à une surproduction, ni l'accroissement trop rapide des coûts salariaux par rapport à ces gains de productivité qui auraient pu induire une baisse des profits, mais que c'est la faiblesse de la demande de biens finaux qui pose problème : en un mot la base de consommation reste médiocre tandis que la production de masse s'envole. Le drame est renforcé par la croissance du nombre relatif des salariés, un phénomène très important dans les trente premières années du XXe siècle : il n'est plus possible de compter sur les "extérieurs" pour réaliser l'offre globale, et cela d'autant plus que les campagnes, aux États-Unis particulièrement, subissent précocement une forte crise qui s'explique partiellement par la réduction des débouchés européens et la baisse des cours des denrées alimentaires après la guerre.

Isaac Joshua dans un ouvrage récent[27] ne partage pas ce type d'analyse.

D'une part, s'il admet l'évidence d'un différentiel considérable entre la variation de la productivité du travail et les salaires pour l'industrie manufacturière et également les transports et les mines, il récuse cette divergence pour l'économie nationale américaine où il trouve une évolution strictement parallèle pour les années 1919-1924 et une divergence, mais à l'avantage des salaires (taux de croissance annuel de 1,6 de la productivité par tête, de 2, 6% pour le salaire)[28]. Il me semble cependant que la prise en compte d'une productivité calculée pour l'ensemble du GNP rapporté au nombre de personnes occupées n'est guère probante dans la mesure où l'activité agricole, déjà en crise dans les années 20, vient fortement réduire l'augmentation du numérateur et où, d'autre part, cette activité ne compte guère de salariés. En outre, l'intéressant dans l'évolution contrastée entre la productivité dans l'industrie et les salaires est la hausse du taux de profit dans ces activités et donc l'impossibilité de parler d'une crise "classique" ou des conditions d'extraction de la plus-value.

---

[24] Conjoncturellement du fait de la politique de déflation imposée pour retrouver la valeur du sterling d'avant guerre ; structurellement parce que l'on assiste à l'aboutissement du processus de déplacement de l'axe de gravité de l'économie mondiale d'Angleterre vers les États-Unis. .

[25] Cf. J. Mazier et H. Bertrand, "Les deux crises des années trente et des années soixante-dix : une analyse en terme de sections productives dans le cas de l'économie française", *Revue économique*, vol. 33, n° 2, 1982

[26] R. Boyer, id..

[27] La Crise de 1929, op. cit., P. 27 et sq..

[28] Id., p. 28.

D'autre part, s'il met l'accent, comme nous[29], sur le processus d'augmentation rapide et massive du salariat aux États-Unis et sur la réduction de l'importance de l'agriculture, il récuse notre thèse "luxemburgiste" selon laquelle les crises de réalisation sont d'autant plus sévères que le capitalisme industriel ne trouve plus de débouchés "extérieurs" (les fermiers en particulier) pour supposer un effet d'amortissement de l'agriculture "dans la mesure où elle est un “non-débouché”, où elle se suffit à elle-même"[30]. Mais : 1) les fermiers étaient un important débouché, il suffit de penser aux ventes de Ford T aux *farmers* ; 2) si l'agriculture était, pour raisonner à la limite, totalement autarcique, l'effet stabilisateur serait seulement statistique (dans la mesure où l'on ajoute le produit agricole au produit industriel), mais nul sur la sévérité de la crise industrielle ; 3) s'il y a bien un effet stabilisateur de l'agriculture dans tous les pays où elle reste importante (la France encore de la fin du XIXe et de la première moitié du XXe), c'est parce que les salariés de l'industrie, urbains, en tout cas les "jeunes" mis au chômage pouvaient trouver en rentrant dans leurs familles restées rurales de quoi subsister. Ceci dit, Isaac Joshua a raison de mettre l'accent sur le fait que "1929 ouvrirait l'ère des crises à dominante salariale"[31], que c'est une des raisons de sa violence, qu'en particulier la fin de la *frontier* est un aspect crucial. Et il me semble même accepter, finalement, la thèse "luxemburgiste" lorsqu'il écrit que, tant que le poids relatif du salariat est modeste, une baisse des salaires joue essentiellement un rôle rééquilibrant en redressant le taux de profit sans trop attenter à la demande (qui est donc satisfaite partiellement ailleurs), alors que lorsque les poids des salariés est importante, cette même bisse effondre la demande[32].

Une crise de réalisation donc, essentiellement. Elle s'explique socialement par la formation avant et pendant la Première guerre mondiale, et le maintien pendant les années vingt, d'un rapport de force favorable au capital concentré tandis que les organisations ouvrières restent trop faibles, que l'exode rural très rapide vient gonfler le chômage malgré l'essor industriel. Non seulement le mode d'accumulation est "boiteux" (puisque le système interindustriel est devenu monopoliste, le capital s'étant concentré et centralisé, tandis que les syndicats ouvriers restent faibles, et s'affaiblissent même), mais le mode de régulation est devenu inefficient. Il a certes évolué avec le monopolisme, mais l'État n'intervient ni pour équilibrer les relations intersectorielles, ni surtout pour équilibrer la demande globale, essentiellement le pouvoir d'achat des ménages salariés, et l'offre globale. L'innovation du "five dollar day" peut certes être pensée comme l'esquisse d'une solution ("je paye des salaires élevés à mes salariés pour qu'ils puissent acheter mes voitures" ainsi que H. Ford le suggérera *a posteriori*), mais développée dans le cadre d'une entreprise, elle ne pouvait se généraliser spontanément en une "convention fordienne", il fallait des syndicats capables d'imposer des conventions collectives sous la houlette de l'État et l'intervention des pouvoirs publics[33].

Si la crise boursière trouve là ses "fondamentaux", elle n'a pu revêtir cette ampleur que pour diverses raisons qui vont s'avérer essentielles pour comprendre l'amplitude de la crise. Ces raisons peuvent résumées sous l'idée de remontée en puissance du libéralisme, du capital financier et du méta-capitalisme. Dès lors, une des dimensions majeures de la crise des années Trente serait d'être la tragique sanction de l'échec de ce retour au libéralisme et aux abus du méta-capitalisme dans les années '20.

---

[29] P. Dockès et B. Rosier, *Rythmes économiques*, op. cit., pp. 153-159 et 190.
[30] Joshua, p. 138.
[31] p. 272
[32] Id.
[33] R. Boyer et A. Orléan, "Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire : d'Henry Ford au fordisme", *Revue économique*, vol. 42, n° 2 mars 1991.

La spéculation s'est déchaînée pendant les années '20. Elle a été encouragée par la croissance des profits aux États-Unis, mais la bulle spéculative a aussi accru les profits directement et par les effets-richesse (déjà importants aux États-Unis alors, comme J. M. Keynes l'avait observé). Lorsqu'elle éclatât dans une ambiance de surendettement des spéculateurs à terme, elle engendra une déflation considérable qui provoqua l'habituelle spirale à la baisse, mais avec une ampleur nouvelle. Cette déflation avait été anticipée par les politiques suivies en Grande-Bretagne surtout, mais en France également, dans les années vingt. La folle réévaluation du sterling, imposée par le capital financier, a non seulement eu comme résultat de faire entrer en crise ce pays dix ans plus tôt, mais elle déséquilibra l'économie mondiale. Les conséquences de la stabilisation du franc Poincaré et les transformations qui suivirent des balances-dollars de la France en or eurent des conséquences dans le même sens. En troisième lieu, il semble bien que la crise née aux États Unis par l'effondrement boursier ne devient dramatique dans ce pays que par le retour de flamme de l'effondrement de l'économie européenne, effondrement financier et réel[34].

Nous n'avons pas le temps de rappeler ici le développement de la crise elle-même, ni les étapes de la mise en place d'un nouveau paradigme productif. Avant la guerre aux États-Unis avec le New Deal, voire en France avec le Front populaire et en Allemagne avec la politique du Docteur Schacht. Après la guerre avec surtout l'institution des relations entre les "partenaires sociaux", la reconnaissance effective du rôle des grands syndicats, le Welfare State, la mise en œuvre des politiques keynesiennes, l'équilibrage par l'État des relations entre les secteurs et l'instauration à l'échelle nationale du circuit fordiste qui, sur la base de l'accroissement régulier du pouvoir d'achat des salariés et de la consommation de masse, grâce aux économies d'échelle et à un investissement tiré par la demande de consommation, permet d'asseoir la croissance des profits sur l'augmentation des salaires, le renouvellement de la base technique et des moyens de consommation sur la croissance régulière du pouvoir d'achat des ménages salariés.

Cette sortie de crise ne s'imposa que dans la Seconde guerre mondiale. Non seulement parce qu'il fallut attendre la guerre pour que l'économie des pays qu'elle n'avait pas détruit soient effectivement relancée, mais surtout parce que cette forme du paradigme productif émergea grâce à la victoire des alliés, de la démocratie avec laquelle elle a partie liée. Le fascisme représentait une alternative, une autre forme de sortie de crise liée à un type de société radicalement différent, effroyable certes, mais un monstre viable !

III Le "fordisme"

C'est seulement après la guerre, même après la reconstruction, disons dans les années 1950, qu'un modèle productif efficient est en place en Europe, aux États-Unis et au Japon, rendant possible une vive expansion pendant une vingtaine d'années. Dès la fin des années 1960, le mode d'accumulation entre en crise (la crise socio-politique de mai 1968, en France en particulier, en est le signe), et le mode de régulation resté étroitement fondé sur l'État-nation entre en contradiction avec la transnationalisation de l'économie.

1. Les caractères majeurs du "fordisme"

se sont forgés dans la crise des années trente et dans la guerre qui la suit (et qui d'ailleurs est partiellement expliquée par elle). La durée de la période est, d'ailleurs, plus proche de 20 ans que de trente et, même, on pourrait parler des longues "sixties" puisque la période s'articule autour des 106 mois d'expansion continue de ces années là repérées par le NBER.

---

[34] Isaac Joshua op. cit.

Soulignons deux aspects essentiels du nouveau modèle productif :

1) Le mode d'accumulation et le mode de régulation sont rendus cohérents, sur la base territoriale de l'État-nation, avec la base technique. Il n'y a pas eu de nouvelle "révolution industrielle", seulement un renouvellement en profondeur, régulier, des équipements et des objets de consommation. La production de masse trouve, en face d'elle, une consommation de masse que les transformations du mode d'accumulation et du mode de régulation rendent effective.

2) Le méta-capitalisme a été encadré à l'échelle nationale et entravé à l'échelle mondiale. L'État régule, domine ou même prend directement en main (en France en particulier) le système bancaire et le fonctionnement de l'économie passe largement par ce système bancaire encadré, non plus par le marché financier, la concentration du capital est surveillée, administrée, les taux d'intérêt maintenus à un niveau "keynésien". D'autre part, les flux de capitaux à l'échelle mondiale sont rédimés, le contrôle des changes s'impose, la spéculation a les bras coupés.

Le méta-capitalisme encadré, le paradigme productif va s'avérer exceptionnellement efficient. L'analyse en a été donnée si souvent qu'il n'est pas nécessaire d'insister. Rappelons seulement quelques points.

La *base technique* est celle des industries motrices anciennes renouvelées (automobile, aviation, chimie de synthèse) ou nouvelles (nucléaire, radiotélévision, plastique) et les techniques fordiennes de la production de masse. L'importance du changement à ce niveau ne doit pas masquer que *l'on n'est pas en présence d'une révolution industrielle* (à la différence de la sortie de crise précédente). En revanche le paradigme productif aura la capacité de renouveler les techniques régulièrement et en profondeur pendant les vingt années qui suivent.

La transformation du *mode d'accumulation* est plus radicale. On a qualifié de fordiste l'ensemble des agencements institutionnels comprenant l'organisation fordienne de l'entreprise, la mise en place d'une concurrence administrée, les compromis institutionnalisés entre ces "partenaires sociaux" que sont les grandes entreprises et les grands syndicats ("big business" et "big labour") qui va permettre le bouleversement du mode de consommation (et le renouvellement des objets de consommation) grâce à la croissance vive et régulière des salaires réels. Ceci est rendu possible par la mutation du *mode de régulation* devenu étatique et monopoliste, sur une base essentiellement nationale, qui permet l'articulation de la production de masse et de la consommation de masse.

La vive croissance de la demande d'origine salariale permet alors à la production de masse des économies d'échelle nouvelles, un accroissement puissant et régulier de la productivité du travail, donc la hausse de la masse des profits malgré, et *grâce à* des hausses de salaire. D'où la croissance de l'investissement (tiré par le demande et aisément financé par les profits et le développement d'un crédit à bon marché (voire gratuit du fait de l'inflation). D'où - en retour - une nouvelle source d'accroissement de la demande effective et une nouvelle source de hausse de la productivité par le renouvellement des techniques.

Voici, le schéma de l'expansion fordiste, il sera utile pour comprendre la "crise" :

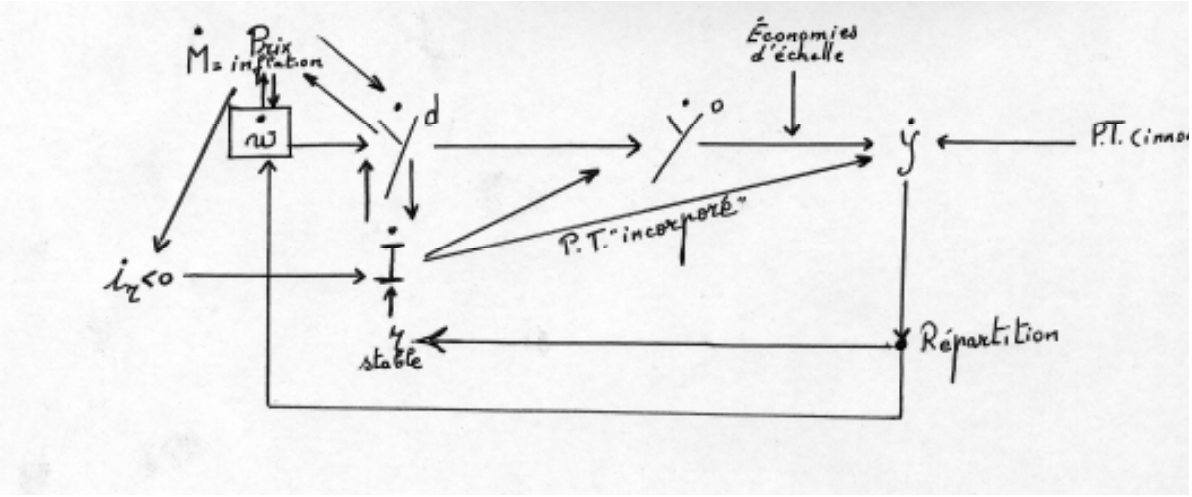


Schéma 1

Commentaire :

L'accroissement des salaires augmente la demande globale avec rétroaction sur l'investissement. C'est l'accroissement de la demande globale qui tire la production, rendant possible l'augmentation de la productivité du travail (y) par des économies d'échelles qui viennent ajouter leurs effets aux conséquences des innovations et de l'accumulation du capital (un progrès technique incorporé) sur la productivité du travail. Les augmentations de la productivité rendent possible le maintien du taux de profit (r) et l'accroissement des salaires. L'investissement, soutenu par le dynamisme de la demande finale et le niveau élevé et stable du taux de profit, permet encore l'accroissement de l'offre globale. Le circuit est encore dynamisé par l'ambiance inflationniste : l'accroissement des salaires nominaux induit et est rendu possible par l'augmentation de la masse monétaire (une fraction importante de la demande de crédit est destinée à l'accroissement des salaires nominaux), d'où une hausse des prix (par l'aspect coût salarial et par l'aspect demande d'origine salariale) et des taux d'intérêt réel nuls ou même négatifs, d'où une double stimulation additionnelle de la demande.

Ajoutons que la Seconde guerre mondiale a elle aussi servi de laboratoire technique : elle a produit une série d'innovations technologiques majeures. Surtout, cette guerre mondiale entre des système sociaux s'est terminée par une défaite du nazisme et du fascisme. Dans la majeure partie du monde développé, la victoire fut celle des démocraties et même de démocraties "welfaristes", fordistes et keynesiennes ou social-démocrates (ce qui sera encore plus visible lorsque, les conservateurs reprenant le pouvoir, le système sera maintenu).

A l'exception notoire des empires communistes, la domination américaine est devenue éclatante, reconnue à tous les niveaux. La "République impériale" (R. Aron) ne peut revenir à l'isolationnisme. Dès lors, sous sa houlette, il va y avoir reconstitution rapide d'un marché mondial en forte expansion et effritement des anciens empires coloniaux, enfin surtout s'est reconstitué un système monétaire international qui permet d'échapper aux rigueurs que les systèmes d'étalon-or imposaient jadis et que l'on s'était naguère (dans l'Entre-deux guerres) efforcé de reconstituer, mais à quel coût !

La spectaculaire réussite de ce système sera la cause fondamentale de sa crise, une crise qui semblait inimaginable (la théorie de la croissance équilibrée dominait la macro-économie), comme c'est d'ailleurs généralement le cas avec les conjonctures longues, leurs retournements étant particulièrement difficiles à penser.

2. La grande crise de mutation

qui se développe à partir du début des années 1970 et qui est révélée par la crise pétrolière (un catalyseur) est plus complexe que les crises de mutation précédentes. Elle se développe en effet en deux étapes faisant se succéder une "crise" classique" et une "crise keynésienne", même si dès la première étape les premiers effets d'une crise de "réalisation" commencent à se faire sentir et si les deux périodes se recouvrent partiellement. On peut cependant considérer que la première crise ("classique") couvrirait les deux cycles Juglar 1973-1978 et 1978-1988 et que la seconde crise (keynésienne) commencerait en 1988.

A la différence de la crise des années trente, au début des années soixante-dix la base technique du fordisme commence à s'épuiser. Les gains de productivité se réduisent avec l'amortissement des économies d'échelle et des effets du renouvellement des équipements qu'un investissement resté fort continue cependant de provoquer. On peut aussi penser que si le renouvellement des objets de consommation continue à se faire, les nouveaux objets offerts aux désirs des consommateurs finissent par revêtir une importance commerciale plus modeste, s'avèrent moins capables de drainer des actes massifs de dépense.

A cela s'ajoute que pendant plus de vingt ans de plein-emploi, les salariés coalisés dans de puissantes centrales syndicales ont modifié en leur faveur le rapport de force qu'ils entretiennent avec l'entreprise. Ils ont pu obtenir des améliorations des conditions de travail substantielles et, surtout, l'accroissement des salaires réels s'est institué. L'intensification du travail atteint des limites tandis que croît l'absentéisme, le turn-over, toute une série de phénomènes que l'on a regroupé sous l'expression de "crise du travail" et qui finissent par peser lourdement sur les coûts salariaux. Le processus finit, surtout à la fin de la période, par risquer de remettre en cause des hiérarchies et le pouvoir patronal.

Au début des années '70, le taux de partage de la valeur ajoutée devient moins favorable aux entreprises. Le taux de profit, "pris en tenaille" entre une productivité qui croît moins fortement qu'auparavant et des salaires qui continuent, voire accélèrent, leur croissance, est cependant maintenu grâce à une forte inflation qui permet de donner toujours une petite avance à la croissance des prix sur les salaires (de plus en plus vite rattrapée à travers des échelles mobiles de salaires qui se sont plus ou moins généralisées), des transferts de prélèvements fiscaux des entreprises vers les ménages et des taux d'intérêt réels négatifs.

La crise pétrolière révélera cette fragilité de l'accumulation. La ponction de la "rente pétrolière" s'étant brutalement accrue, la résistance de la croissance des salaires réels fait que la masse des profits régresse, la taux de partage de la valeur ajoutée se réduisant alors fortement. La crise classique devient d'autant plus patente que la soupape de sécurité par l'inflation finira par se bloquer.

En effet la transnationalisation de l'économie commence à faire sentir ses effets. La réussite même du paradigme productif fordiste avait permis une expansion exceptionnelle des économies occidentales et, décuplée, l'expansion du commerce international qu'un libre-échange de mieux en mieux assuré assure. La formation des firmes transnationales, des institutions financières qui leur sont liées, de l'eurodollar, la libre circulation des capitaux à l'échelle mondiale viennent compléter ce phénomène pour déboucher sur une effective transnationalisation des économies. Cette notion de "transnationalisation" veut signifier que si la logique de fonctionnement du capitalisme n'est pas mondialisée, puisque les États nationaux continent de jouer un rôle essentiel, elle n'est plus d'abord nationale, puis "internationale", mais qu'elle dépasse et transcende les territoires nationaux. Il ne s'agit plus seulement de "contraintes extérieures" venant peser sur des décisions d'entreprises ou d'États qui seraient *d'abord* prises sur une base nationale, mais les stratégies, les calculs et les anticipations des acteurs économiques sont devenues mondiaux. Dans le cours du processus de développement des échanges internationaux, marchandises et capitaux, *un seuil* a été franchi, un

phénomène de percolation (ou de transformation du quantitatif en qualitatif) a fait que l'on n'est plus dans la logique inter-nationale, mais dans une autre logique qui *transcende* les États-nations sans les nier, une logique immédiatement trans-nationale.

Le rôle des États reste cependant décisif, encore que devenu radicalement différent de ce qu'il était lors de la période longue précédente. En effet, le mode de régulation est resté largement étatique, le jeu des relations institutionnalisées entre le capital concentré et centralisé et le travail syndiqué reste largement un jeu national, la monnaie est gérée d'abord sur la base d'institutions nationales. Une contradiction majeure commence donc à se développer entre d'une part, une économie transnationalisée, et plus précisément des relations interentreprises, interindustries transnationalisées et d'autre part, un mode de régulation resté largement borné dans les dimensions de l'État-nation.

Dès lors, certains types d'intervention étatique vont devenir moins efficaces, ou plus délicats à mettre en œuvre, ainsi par exemple des politiques des taux d'intérêt, des politiques de change et, bien sûr, de la planification "à la française". Ainsi les politiques de relance finissent par surtout relancer le déficit de la balance commerciale et les dévaluations, dans une ambiance encore fortement inflationniste, par avoir plus d'effets pervers immédiats que d'effets positifs à plus long terme. Surtout, l'orientation de ces politiques va changer progressivement, mais radicalement. Il s'agit maintenant de jouer au maximum sur les marchés mondiaux, c'est à dire de trouver une "réalisation externe", tout en réduisant au maximum les prix de revient internes, et en particulier les coûts salariaux et l'inflation. On cherche à réduire la demande effective interne pour dégager un excédent exportable, pour assurer aux entreprises nationales, souvent d'ailleurs de plus en plus transnationales, la part les plus élevée possible du marché mondial.

Dans un premier temps, ces politiques sont surtout des politiques de rigueur, des plans de "stabilisation" et les résultats sont très divers selon les instituions, les mentalités ou les habitudes, donc les anticipations, nationales. La France, par exemple, prend à ce jeu du retard par rapport à l'Allemagne. Dans les années 70 et 80, les nations qui réussissent le mieux à maintenir une certaine croissance et, partant, un chômage pas trop rapidement croissant, sont celles qui jouent le jeu du marché mondial et donc de l'austérité.

Endiguer l'inflation va prendre entre dix et quinze ans selon les pays concernés. On comprend que cette soupape fermée, retrouver des taux de partage de la valeur ajoutée compatibles avec des taux de profit élevés suppose que *l'assaut soit donné au rapport de force que les salariés avaient, partout dans le monde développé occidental, obtenu à des degré divers*. L'austérité ou la rigueur des politiques économiques, la stratégie de défense de la valeur de la monnaie, des taux de chômage fortement croissants et qui atteignent ou dépassent les 10 ou 15% cassent la croissance des salaires, finissent par affaiblir ou même par briser les structures syndicales, par interdire les grèves dans le secteur marchand, aboutissent à remettre en cause une fraction des acquis sociaux et des pans entiers de l'ancienne législation du travail, par imposer la flexibilité et la précarité (rapide croissance des contrats à durée déterminée, des agences d'intérimaires). Cela ne s'est pas fait sans résistance. Les positions des salariés au début des années 70 étaient solides grâce aux syndicats, à l'institutionnalisation des rapports sociaux, aux divers éléments du Welfare State, au poids des mentalités, à la démocratie. Il fallut une quinzaine d'année pour que, pas à pas, ces positions soient grignotées, puis enfoncées.

La crise, d'autre part, a imposé un effort de rationalisation des entreprises, les moins rentables ont été éliminées, des secteurs entiers ont été abandonnés du fait de la concurrence internationale. L'intensification du travail a repris sa marche en avant tandis que des licenciements massifs intervenaient. L'investissement d'extension a laissé largement la place à un investissement "labor saving" ou de rationalisation. La productivité du travail recommence à croître fortement à la fin des années 80. Dès lors, alors que les salaires réels sont bloqués, la hausse de la productivité fait que le

taux de partage de la valeur ajoutée est redevenu celui du début des années 60. La situation des entreprises s'est considérablement améliorée, les profits sont retrouvés, elles peuvent se désendetter. Une première crise, la crise "classique" est terminée.

Mais non seulement "un train peut en cacher un autre", mais il peut en tirer un autre. Derrière la crise classique se profile une seconde crise, keynésienne cette fois. Elle était déjà en germe dans les années 70 et 80, elle s'épanouit sous nos yeux. En effet, la transnationalisation de l'économie a imposé à chaque État une politique de lutte contre l'inflation et, pour le dire rapidement, une stratégie d'endiguement des salaires, d'affaiblissement du rapport de force des salariés, de blocage de la demande de consommation interne. L'investissement, dès lors, ne pouvait qu'être modeste tant les anticipations des entrepreneurs devenaient pessimistes, sauf évidemment si les perspectives du marché mondial étaient encourageantes. Mais tous les États menant la même politique, la demande mondiale ne peut que s'essouffler, et rien ne vient donc soutenir la demande effective, ni la demande de consommation intérieure, ni les dépenses gouvernementales de plus en plus contraintes par l'austérité, ni la demande externe, ni la demande d'investissement.

Avec une productivité du travail qui continue de croître en moyenne, pour les pays du G7, de 4,7% par an et des salaires réels qui sont bloqué à pratiquement zéro, on ne retrouve dans une situation proche de celle des années 30. L'épargne tend à devenir supérieure à l'investissement. Pour la France, aujourd'hui, les taux d'épargne des ménages est de 14,3%, soit trois points de trop dans la conjoncture présente alors que le taux d'autofinancement des entreprises est de 120% : aujourd'hui désendettées, elles ne peuvent employer leurs profits nets à un investissement qu'elles ne peuvent envisager dans la mesure où les perspectives de croissance de la demande sont très modestes. Le seul acteur dépensier net est l'État, mais la dette publique est devenue insoutenable avec une croissance du PIB et donc des recettes, quasi-nulle et la stratégie envisagée consiste à réduire les dépenses après avoir accru les taux des prélèvements obligatoires, soit une stratégie d'alignement des comptes de l'État sur ceux, marqué par l'excès d'épargne, des ménages et des entreprises.

Cette seconde crise n'est pas aussi générale que la crise "classique" qui la précédait. Pourtant celle-ci n'a pas été ressentie partout avec la même ampleur. Elle a été probablement plus sévère dans les pays anglo-saxons et particulièrement modeste au Japon. Pourquoi cette différenciation ? La base technique américaine a sans doute subit plus fortement les effets de l'épuisement de la productivité dans la mesure même où elle était en avance sur le reste du monde et où les salaires réels y étaient très élevés. Quant au système productif anglais, il s'était moins modernisé, renouvelé et rationalisé tandis que, sans doute, les salariés y avaient obtenu une position relativement avantageuse. L'inverse est vrai pour le Japon : le toyotisme y avait profondément renouvelé le fordisme permettant des gains de productivité considérables et plus durablement, tandis que des formes très corporatistes de syndicalisation, une mentalité spécifique particulièrement efficiente dans les rapports de travail, la modestie des salaires réels permirent de maintenir un taux de partage de la valeur ajoutée très favorable à l'entreprise et une position exceptionnellement favorable dans la compétition mondiale. En Allemagne, l'efficacité d'un système productif bien positionné sur le marché mondial s'est allié à une forme particulièrement performante de cogestion.

La seconde crise, "keynésienne", semble surtout concerner le Japon et l'Europe, même si le diagnostic est très différent dans ces deux cas. Le Japon connaît les conséquences déflationnistes de l'effondrement d'une bulle spéculative qui avait concerné aussi bien les actifs mobiliers qu'immobiliers. L'Europe, et particulièrement la France et l'Allemagne, subissent de plein fouet les conséquences d'une stratégie arc-boutée sur la défense d'une monnaie forte. Dans la crise "keynésienne", ces pays continuent de mener une politique cohérente avec une crise "classique" pourtant évacuée. Peut être faut-il ajouter que la géographie économique est moins favorable au moment où l'essor de l'Asie du sud-est, et déjà de la Chine, tend à rééquilibrer vers le Pacifique le centre de gravité de l'économie mondiale. Ce positionnement est, au contraire, favorable aux États-

Unis. Mais dans ce dernier cas, il faut mettre l'accent sur les avantages que leur confère le dollar, une monnaie bon marché et cependant dominante, ce qui leur a permis d'éviter une partie des conséquences des politiques d'austérité.

Si nous reprenons notre schéma 1, nous dirons que :

a) La crise classique est venue casser les articulations vertueuses sur le côté Est du rectangle, par trois phénomènes :

(1) l'épuisement du fordisme, c'est à dire la réduction des économies d'échelle, le ralentissement, non des innovations elles-mêmes, mais de leurs conséquences sur la productivité (en particulier le paradoxe de Solow) ;

(2) la crise du travail de la fin des années '60 et la "tertiairisation" ;

(3) au niveau de la répartition, la résistance de la croissance des salaires lors du choc pétrolier, d'où des taux de profit pris en tenaille entre les faibles gains de productivité et les hausses maintenues des salaires (l'inflation redouble).

b) La crise keynésienne est venue, à son tour, briser le caractère vertueux du circuit par trois phénomènes liés :

(1) la transnationalisation ;

(2) les politiques d'austérité compétitive en partie dues à la transnationalisation, à la volonté de construire l'Europe monétaire derrière la Bundesbank, en partie dues à la volonté de créer du chômage pour changer le rapport de force entre le capital et le travail ; ses effets sur les taux d'intérêt deviennent trop élevés, finissent de briser le dynamisme de l'investissement ;

(3) les effets du chômage et de l'arrêt des augmentations de salaire sur la demande finale, donc aussi sur le dynamisme de l'investissement.

IV La "nouvelle économie"

L'expression "Nouvelle économie" est aujourd'hui consacrée pour désigner le nouveau paradigme productif qui s'est mis en place. L'essor des États-Unis pendant près de 10 ans[35] est le signe qu'à l'échelle mondiale le grand tournant est passé, même si le Japon semble avoir du mal à se sortir de la déflation et si l'Europe ne fait que commencer sa sortie de crise. Comme d'habitude, la tendance est de typer ce modèle productif nouveau en ne regardant que les changements des moyens de production, les innovations techniques. La réalité est plus riche, les nouvelles technologies ne sont qu'un aspect de cette Nouvelle économie.

a). Certes, la base technique a subi une révolution de grande ampleur avec la mutation des communications et l'émergence de nouvelles "industries" motrices, l'informatisation, la télématisation et l'automatisation des processus productifs et surtout communicationnels grâce à l'Internet. L'ensemble du secteur secondaire subit, au profit des services, un processus comparable à celui que, jadis, le secteur primaire avait connu.

b). A côté de la nouvelle révolution technologique, le plus visible assurément est la "globalisation". Non seulement la liberté absolue de déplacements des marchandises, des capitaux et des informations (pas des hommes !) est généralisée, mais la logique du nouvel ordre productif est immédiatement planétaire, l'essentiel étant que les stratégies des firmes sont planétaires, d'où les délocalisation, fusions à l'échelle mondiale, d'où une division du travail intrafirme planétaire, d'où des marchés "globaux" à l'opposé des partages de zones de jadis, d'où une ubiquité des grands

[35] Un record de durée depuis 1945 selon le NBER puisque l'expansion des années 60 (le temps de la guerre du Vietnam) n'avait duré que 106 mois.

groupes, une compétition qui n'est pas d'abord nationale, puis internationale, mais qui est immédiatement mondiale. A une toute autre échelle, on retrouve des traits typiques du XIXe siècle après les années 1860 et 1870.

c). Le marché résume les modalités nouvelles de régulation et d'accumulation ; à nouveau un "retour" au XIXe siècle, étant entendu que sur les marchés "globalisés", les firmes géantes sont les acteurs principaux. La régulation marchande, de l'échelle locale à l'échelle planétaire s'est substituée à l'ancien mode de régulation à dominante étatique. Certes, les États (ou une "communauté" comme l'Europe) restent "fournisseurs" d'institutions, mais leur but n'est plus d'encadrer, de dominer le marché, elles sont essentiellement destinées à permettre, améliorer, le fonctionnement du marché. Certes, les interventions régulatrices de l'État n'ont pas disparues à l'échelle nationale, mais elles sont soumises à la logique "globale" et, à cette échelle, le marché (un marché oligopolistique) est le mode quasi-exclusif de régulation.

A nouveau, le marché autorégulateur régit les "pseudo-marchandises" de Karl Polanyi, la nature, la monnaie, le travail. La flexibilité, la précarisation, la mobilité (parfois un néo-vagabondage) désignent cette autorégulation d'un marché du travail : même si le chômage s'est massivement réduit pendant les dix nouvelles "glorieuses" américaines, s'il commence à refluer sérieusement en Europe, il reste le mode de régulation économique et sociale. L'entreprise se régule, maximise son taux de profit, en jouant sur l'emploi, licenciant massivement (et n'hésitant pas à embaucher lorsque c'est nécessaire) selon le modèle américain. Ce marché du travail se caractérise par l'effondrement du pouvoir syndical, le retour du contrat de travail individuel et la crise des conventions collectives. Les rapports sociaux ont retrouvé le charme de la sérialisation des salariés, leur faible capacité de coalition d'autant qu'elle reste étroitement confinée dans les limites des nations tandis que le jeu des délocalisations permet aux entreprises une mise en concurrence transnationale des travailleurs.

Vingt ans de chômage de masse ont rendu possible ce retour à un rapport de force du type XIXe siècle, et la flexibilité, la précarité actuelle continuent de le conforter. Mais il faut aussi tenir compte de l'individuation du "procès de travail" dans les nouvelles industries du fait de la révolution communicationnelle. "L'ouvrier collectif" de l'usine fordienne était une force concentrée et la centralisation syndicale était d'autant plus facile qu'elle démarquait la centralisation patronale, ce syndicalisme là ne reviendra pas, il est mort avec sa coquille, l'usine fordienne, tandis que s'invente sous nos yeux les nouvelles formes décentralisées, souples et mêmes polymorphes, appuyées sur les nouvelles techniques de communication, d'association de travailleurs eux-mêmes très diversifiés.

Enfin, même si, aux États-Unis, il y a eu 10 ans d'expansion continue, il semble que la crise soit redevenue une forme régulatrice "de second rang". Que le plein emploi finisse par faire monter les revendications salariales, que se profile davantage des perspectives de baisse des profits et d'inflation, et la crise financière pourrait déboucher sur une crise réelle, une forte remontée du chômage.

d). La crise financière, et ses conséquences réelles, est d'autant plus à l'ordre du jour que l'une des transformations majeures du capitalisme est l'importance prise, reprise plus exactement, par la finance. Duménil et Lévy[36] ont sur ce terrain accompli un travail essentiel de mise en lumière de ce que l'on peut considérer, avec eux, comme de nouveaux rapports de classe.

Mais parler du rôle et du pouvoir de la "finance" pose cependant un problème de définition. Sous l'expression "finance", on peut ranger en effet des phénomènes fort différents : la rente, le "capital de prêt" qui cherche à ne pas prendre le risque entrepreneurial, qui recherche un revenu stable (les obligataires) ; les actionnaires qui assument au contraire ce risque et reprennent

---

[36] Gérard Duménil et Dominique Lévy, *La Dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, op. cit. ; "Coûts et avantages du néolibéralisme. Une analyse de classe", in : *Le Triangle infernal*, op. cit..

aujourd'hui le pouvoir dans l'entreprise ; les spéculateurs qui ne cherchent que la plus-value rapide en Bourse (étant entendu qu'il n'est pas possible de faire un strict partage entre ces deux activités). Il y a un capital-rente comme il y a un capital-risque, et aussi des manières différentes de prendre des risques (sans qu'il soit toujours possible de distinguer entre la pure spéculation et le financement des innovations).

Donc, certes, le pouvoir de la "finance", mais laquelle ? Et redisons qu'incriminer la "finance" globalement présente le vieux risque d'une dérive "normative" du type le "bon" industriel ou le "bon" entrepreneur et le "mauvais" financier (le bon et la mauvais argent, depuis Aristote et Thomas d'Acquin jusqu'à Boisguilbert, certes, mais aussi ...Georges Valois).

Le pouvoir des créanciers, dans des situations d'endettement élevé et de forts taux d'intérêt, tend au capitalisme rentier, à la "tonte des coupons" qui bride le dynamisme d'entreprise. L'existence d'un intense spéculation crée des risques d'instabilité, surtout dans les situations de "bulle", pousse les entrepreneurs à un gonflement artificiel des rendements dans une perspective de très court terme et à des opération dangereuses (comme le rachat de ses propres actions par l'entreprise, accepté et encouragé aujourd'hui, alors que c'était une faute majeure hier). Le pouvoir du propriétaire - actionnaire (relativement) stable ne pousse pas nécessairement à une vision de très court terme (contrairement à ce qui est souvent supposé), mais rend à la recherche du profit maximal, la vieille loi du capital, toute sa place, avec les conséquences économiques et sociales de ce retour au capitalisme, plus précisément de la remontée en puissance de ce que l'on peut nommer le métacapitalisme, un étage en quelque sorte supérieur du capitalisme qui, "d'en haut" (comme le disait F. Braudel), c'est à dire essentiellement depuis le marché des capitaux - c'est à dire des droits de propriété des entreprises - dirige, controle, restructure, dynamise le capital productif, et se nourrit des profits qu'il réalise. Mondial, pourrait-on dire, par essence, il tire sa puissance de sa mobilité, de la diversité des moyens à sa disposition pour faire des profits (il a toujours "plusieurs fers au feu"), de sa rapidité à saisir toutes les occasions de profit (selon l'analyse d'I. Kirzner). S'il sait s'appuyer sur les marchés, jouer de la concurrence, ce métacapitalisme, loin de viser à la libre concurrence, pousse toujours vers la recherche et l'exploitation de positions dominantes ou de situations de monopole, les seules massivement profitables.

Aujourd'hui, le pouvoir dans les entreprises est largement (re)passé entre les mains des propriétaires du capital. Un capitaliste multiforme puisqu'il est aussi bien le grand financier, les actionnaires individuels, les banques et autres institutions financières, les fonds de pension qui gèrent en Bourse les futures retraites des salariés, des "fonds spéculatifs" (Hedge funds). Ce capitalisme est contrôlé, animé, par quelques hommes et institutions qui, d'en haut, dirigent l'économie. On assiste au retour du capitalisme à la Braudel. Le "gouvernement d'entreprise", d'abord aux États-Unis, a rendu possible (en particulier en prenant en main les rémunérations de la direction et de l'état major, en pratiquant un système de Stock options) le repositionnement du méta-capital au poste de commandement de l'économie. Mais la logique même du "néocapitalisme" produit ces phénomènes : le libéralisme, le marché, la mondialisation.

Le méta-capitalisme, redisons ce que nous expliquions en introduction, n'est pas fondamentalement parasitaire. Au contraire, il anime, oriente la production, dirige les fusions, trouve les occasions de profit, détruit les vieux secteurs, finance les innovations, il dynamise le système. Aujourd'hui, la voie principale par laquelle son pouvoir s'exerce est redevenue la Bourse[37]. Des millions d'actionnaires y participent, mais quelques hommes, quelques institutions financières la dominent, l'oriente. Les Bourses orientent l'économie mondiale, rythment l'expansion, financent les secteurs porteurs, l'essor des nouvelles technologies, dirigent l'élimination des anciens, rendent possible et encouragent les fusions d'entreprises. Et la Bourse est aussi, pour ces mêmes raisons, le

[37] La bourse n'est qu'une des voies historiques par lesquelles la méta-capital oriente et dynamise l'économie

lieu d'une intense activité de spéculation. La Bourse, voie majeure d'intervention du méta-capital, permet une puissante dynamisation, elle est aussi une source majeure d'instabilité

e) Les profits, la bulle financière, une nouvelle logique

En un mot, le capital a retrouvé son pouvoir, son souffle, sa confiance en lui sur ces nouvelles bases technique et sociales et à l'échelle "globale". Et le méta-capitalisme "global" est revenu au poste de commande, non "à côté" de l'économie réelle, mais au-dessus. La mise en place de la "Nouvelle économie" a eu un coût social énorme : vingt années de chômage de masse, une paupérisation massive d'une fraction importante des populations, *une inégalité inégalée* au XXe siècle, et le coût social continue à être acquitté, par la précarité et la paupérisation, par la poursuite du processus de différenciation sociale. L'effondrement du communisme soviétique a d'ailleurs joué son rôle dans ce "come back" du capital.

Le marché financier, lieu d'expression du pouvoir du méta-capital, est aussi ce qui permet d'expliquer l'expansion américaine et, au-delà, le nouveau mode d'accumulation, un mode particulièrement instable.

Pour le comprendre, partons du schéma (1) ci-dessus, le schéma "classique" de l'expansion fordiste. L'expansion américaine des dix dernières années s'en distingue par de nombreux traits :

1. Le point commun avec la longue expansion des années 60 (les longues "sixties") , c'est les gains de productivité. Ils sont à la fois dans les industries qui produisent les nouvelles technologies et dans les industries et activités qui les utilisent (il semble d'ailleurs qu'il s'agissent, aux États-Unis, surtout de gains du premier type) : les États-Unis n'en sont plus au paradoxe de Solow.

En comparaison avec les "sixties", il est possible que l'importance relative des économies d'échelles (fordiennes principalement) soit plus faible que la dimension "progrès technique", accroissement de la productivité globale des facteurs à la suite du progrès des connaissances incorporées dans le capital matériel et humain. L'aspect incorporé donne toute son importance, évidemment, à la remontée vigoureuse de l'investissement matériel et immatériel.

2. Le taux de profit s'est accru pour les entreprises américaines de trois manières :

- du côté "réel", grâce à la fois à la hausse de la productivité et à la stagnation des salaires,
- du côté "finance" par la hausse des profits financiers,
- des deux côtés par l'accroissement de la demande tirée par les "effets-richesse" dus à la bulle financière.

La hausse du taux de profit, précisément du rendement sur fonds propres, a été d'autant plus importante que les entreprises réduisaient ces derniers en lui substituant l'endettement, en rachetant les actions, d'où le caractère étrangement réaliste du critère du rendement de 15%. Ces rendements, évidemment, constituent les fondamentaux derrière l'augmentation des cours boursiers et comme la hausse des actions est créatrice de profits, finalement, ils s'autoréalisent.

L'accroissement des profits fait augmenter l'investissement. Dans les périodes d'euphorie, tout investissement paraît rentable, or les nouvelles technologies engendrent des espérances plus ou moins réalistes de profit futur à l'instar de ce qui s'était passé pour le chemin de fer (ou ... la Compagnie des Indes, les Compagnies des mers du Sud). Mais la hausse de l'investissement, comme celle du taux de profit, est "générale" et permet un renouvellement, un rajeunissement et un extension de l'outil de production, d'où la hausse de la productivité.

3. Surtout les plus-value boursières produisent la baisse du taux d'épargne, l'augmentation de la consommation, en particulier de biens durables, des achats immobiliers, si bien que cet enrichissement nominal des classes supérieures et moyennes produit des effets réels sur la demande globale, dynamise l'économie, joue finalement le rôle *que les augmentations de salaires jouait à la période fordiste*. Et cette substitution des revenus nominaux, et réels, du capital au revenus nominaux, et réels, du travail, est d'autant plus nette que l'accroissement de la masse monétaire en Asie, au Japon (pour lutter contre la déflation), aux États-Unis pour financer la spéculation à grande

échelle (par l'emprunt), vient s'engouffrer dans une "trappe financière" d'un genre nouveau, précipitant l'explosion de la bulle. L'augmentation de la masse monétaire n'est plus tirée par l'accroissement des salaires, ne pousse plus à l'augmentation des salaires, mais est impulsée par l'accroissement de la Bourse et tire l'accroissement de la valeur des actions.

On peut, dès lors, représenter ainsi le mode d'accumulation du capital de la "nouvelle économie" et comprendre son instabilité :

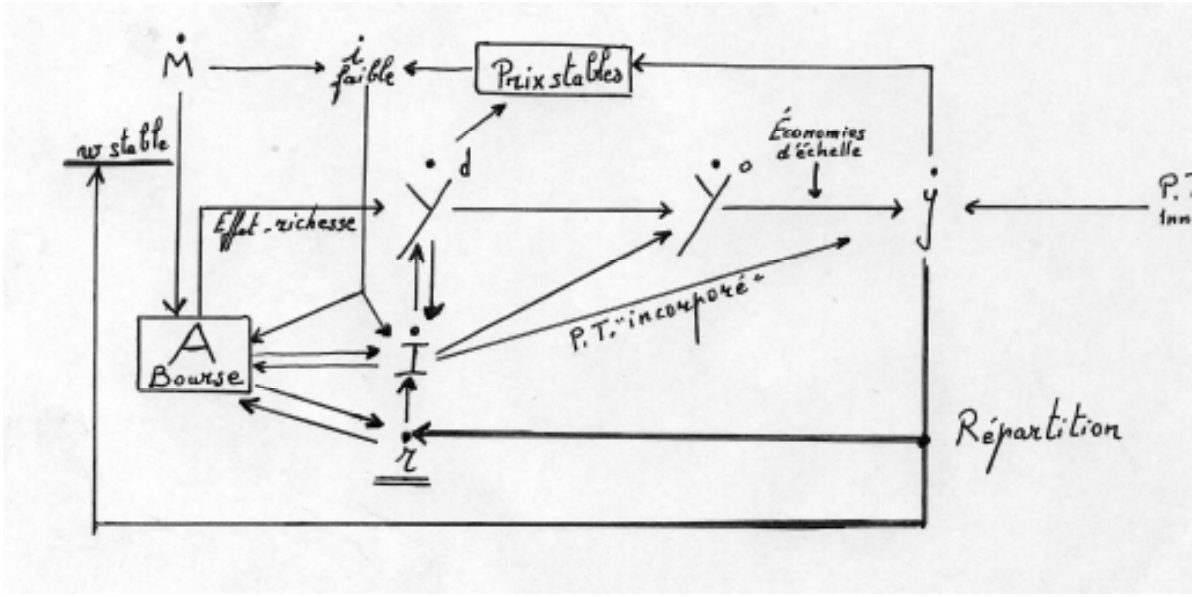


Schéma 2

f) Le nouveau mode d'accumulation est fondamentalement instable puisque largement autoréalisateur.

1. Le risque direct, premier, est, évidemment, le krach financier. Et cela malgré :

- des "coupe-feu" efficaces dans les situations de panique,
- les comportements collusifs très probables des investisseurs "institutionnels" (fonds de pension etc....),
- "l'éloignement de la catastrophe", du fait surtout que lors des krachs précédents l'efficacité des interventions du Federal Reserve System en particulier (en injectant massivement des liquidités) a permis une très rapide reprise[38],
- l'idée que la bulle a pris une telle ampleur, que son explosion serait très dommageable, d'où le pari que les autorités monétaires n'oseront pas mettre en question ce qui est devenu un système social dans lequel la classe moyenne est "prise" (ne serait-ce qu'à travers les retraites). D'où l'impossibilité politique d'un effondrement et la certitude de l'intervention providentiel du pompier, véritable "prêteur en dernier ressort".

Malgré ces stabilisateurs de hausse, le risque d'un krach ne peut être écarté, donc celui d'une Nouvelle économie mort-née. Il tient à l'exubérance en partie irrationnelle des marchés. Certes, l'euphorie du capital est en partie justifié puisque les rendements sont considérables, que les contre-pouvoirs, les salariés et les États, sont en partie hors jeu. Mais l'exagération est telle qu'une panique

[38] On avait observé cet aspect en 1929 !

est possible. Et la dépression pourrait remettre en cause jusqu'au Nouveau paradigme productif. Même si on n'en arrive pas là, la dérive spéculative produira forcément des sévères corrections, le retournement des effets-richesse en effets-pauvreté.

2. Au niveau nominal, la crise financière peut être le résultat d'un processus de hausse des taux d'intérêt à la suite d'une crainte inflationniste (ou d'un début de renforcement de l'inflation), une réduction de l'accroissement de la masse monétaire, soit que les banques commerciales prennent peur et cessent de prêter aux spéculateurs ou que les politiques monétaires se tendent (ici la politique monétaire japonaise jouera un rôle important)

3. Au niveau réel, tout repose :

D'une part, sur la durée des gains de productivité dus en partie aux innovations, en partie aux investissements et éventuellement à des économies d'échelle ;

D'autre part, sur la clé de répartition des gains de productivité : restera-t-elle favorable au capital ? Aux États-Unis, la baisse du chômage n'a pas (encore) provoqué de forte demande de hausse des salaires, mais cela risque de ne pas durer.

V Retour sur la périodisation : les trois temps du développement du capitalisme

En somme, la "Nouvelle économie" est un "néocapitalisme" plus proche du paléo-capitalisme du XIXe siècle, que de ce capitalisme tempéré, fordiste et social-démocrate, qui avait émergé de la Grande Crise et de la Seconde guerre mondiale. Cette analogie est-elle seulement superficielle ? Il ne semble pas. D'où l'idée d'une toute autre périodisation mettant l'accent, dans la très longue période, sur la formation du capitalisme.

Je crois en effet que la crise des années 1880 est une période charnière. De la fin du XVIIIe siècle jusqu'à ces années 1880-1890, nous assistons à une période très longue de développement d'un capitalisme industriel libéral qui culmine, naturellement, dans la formation du monopolisme (et qui ne meure pas rapidement, mais se prolonge jusqu'à la fin des années 1920). La période 1890-1980 voit la genèse, d'abord lente, puis plus assurée, avec des retours en arrière, de l'intervention étatique qui culmine dans les année 1950 et 1960, qui se délite dans les années 1970 et 1980. La période qui commence en 1990 pourrait être le début d'une très longue période de montée d'une néocapitalisme (préparé dans les années 1980) libéral et "informationnel" dominé à l'échelle mondiale par un méta-capitalisme triomphant.

1. Généralité sur le double jeu du pouvoir politique

Dans l'histoire, on n'est pas seulement en présence d'une dynamique technologique ou institutionnelle de type évolutionniste ou simplement fondée sur des rendements techniques croissants, mais de pouvoirs économiques et politiques de contraindre, une coercition privée et publique appliquée à faire changer les choses et dont les rendements sont, eux aussi, croissants.

Le changement institutionnel se fait au détriment de certaines parties, individus ou groupes qui voient leur dépendance se renforcer de façon cumulative. Ce changement suppose souvent une marche main dans la main du pouvoir économique et du pouvoir politique : ce dernier met en place les institutions favorables à certains intérêts privés ou ces intérêts privés utilisent le pouvoir politique de contraindre et d'instituer pour réaliser leurs fins.

En ce qui concerne la mise en place du capitalisme, on se souvient de l'analyse de l'accumulation primitive du capital par Marx[39], de son "il est notoire que, dans l'histoire réelle, c'est

[39] (dans la 8e Section du Livre 1 du *Capital* , L. 1, in : *Oeuvres*, I, Paris : Gallimard, 1963, pp. 1167-1240]

la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale qui ont joué le grand rôle. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné....En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle."[40]. Il serait cependant erroné de penser le pouvoir politique comme assurant un soutien quasi automatique au pouvoir économique.

Et d'abord lequel ? Les pouvoirs économiques sont multiples, souvent en conflit ou du moins en concurrence. Dans des sociétés en évolution, les pouvoirs économiques en place se heurtent aux pouvoirs économiques qui émergent. Le pouvoir politique hésite entre ce qui va mourir mais reste encore important et ce qui naît et sera bientôt décisif, il cherche des compromis et, finalement, ne vient généralement appuyer les nouvelles forces économiques que lorsqu'elles sont en passe de l'emporter.

Notons, en second lieu, qu'inversement le pouvoir politique a dû souvent se constituer en protecteur de ceux qui se trouvent en situation de dépendance, soutenir les dominés, assister les pauvres ; il a freiné le changement institutionnel pour en réduire le coût social ou mis en place des "contraintes" institutionnelles protectrices des plus faibles. Les raisons pour lesquelles l'État freine le changement ou met en place des institutions protectrices sont diverses et ambiguës. A côté de la peur des menaces sur l'ordre public et de l'insécurité, on trouve la charité et la volonté de ne pas se couper de sa base sociale. Cette dernière raison est, souvent, celle d'États démocratiques puisque des élections désignent leurs dirigeants, mais le phénomène est plus général dans la mesure où tout pouvoir politique doit conserver une légitimité et ne peut détruire ou paupériser les couches sociales sur lesquelles il s'appuie. On peut encore trouver des raisons à l'intervention de l'État dans l'ordre de la rationalité économique (un mouvement exagéré de concentration des entreprises peut être considéré comme nuisible au fonctionnement efficient de l'économie). Qu'elles que soient ces raisons, l'aspect "protecteur" de couches sociales anciennement dominantes ou du moins puissantes et en voie de "subordination" comme des "pauvres" ou des dominés est, *à certain moment de l'histoire*, essentiel.

En troisième lieu, observons que la forme principale de connivence du pouvoir politique et d'un pouvoir économique émergent n'est pas la mise en place de règles du jeu nouvelles favorisant directement ce pouvoir économique nouveau, *mais le démantèlement d'anciennes règles protectrices à la fois des secteurs "archaïques" de l'économie et des couches sociales dominées*. Il laisse ainsi libre cours au développement de ce pouvoir économique, un soutien "négatif". Presque toujours, ce démantèlement des anciennes institutions protectrices est justifié par ceux qui en profitent en terme d'efficience économique. Les anciennes institutions protectrices apparaissent alors comme des "contraintes" qu'il faut lever pour permettre à l'économie de fonctionner plus efficacement et même, en définitive, pour améliorer la position ou le sort de ceux qui étaient jusqu'ici protégés (pensons au combat des libéraux de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle contre ce qu'ils qualifiaient - parfois hâtivement - de "contraintes féodales"). Dans la tradition de Malthus (et selon une logique argumentaire qu'Albert Hirschman qualifie de "perversity" et qui est un aspect de la "rhétorique réactionnaire" [Hirschman, 1991]), les lois sur les pauvres ne furent-elles pas jugées nuisibles aux pauvres qu'elles étaient supposés protéger ? N'en va-t-il pas de même aujourd'hui de la législation sociale ?

On assisterait, dans l'histoire longue, à deux types d'intervention de l'État :

- des périodes où, face à la montée des pouvoirs économiques nouveaux, l'État met en place des protections qui tendent à entraver cette ascension ;

- et à des périodes où ces institutions protectrices sont éliminées sous la pression de ce pouvoir économique renforcé.

---

[40] Karl Marx, *Le Capital*, L. 1, op. cit., p. 1168.

L'articulation de ces étapes est évidemment variable et il est pour le moins risqué de proposer une conjecture quant à ces rythmes séculaires. On peut cependant proposer deux profils temporels de mise en place d'un nouveau système économique :

(1) La mise en place du paradigme productif nouveau se ferait en un seul processus assimilable à l'habituelle courbe en S[41], la pression des formes nouvelles de puissance économique obtenant la destruction de l'ancien ordre institutionnel et mettant peu à peu en place un ordre mieux adapté aux nouvelles modalités de la production et aux nouveaux rapports sociaux. La première partie de la courbe connaît un faible taux de croissance des nouvelles modalités productives qui résulte de la résistance des anciennes "contraintes" institutionnelles. La deuxième partie de la courbe, celle où la croissance exponentielle s'exprime vivement, est rendue possible par l'élimination de ces "contraintes" ; enfin la dernière phase, de progression ralentie, s'explique par l'occupation presque totale de la "niche" économique.

(2) Dans d'autres cas, la mise en place d'un nouvel ordre social et économique se ferait en trois étapes, la courbe en S étant coupée par un "plateau". *Lors d'une première étape*, on assisterait à une transformation rapide de l'ancien ordre social et économique sous la pression du nouveau pouvoir économique (appuyé par des complicités ou des compromissions politiques). Au bout d'un certain temps, cependant, le mouvement de transformation serait bloqué par le pouvoir politique mettant en place des protections institutionnelles. C'est la deuxième étape. *Les forces sociales anciennes sont en effet encore trop puissantes pour que l'État puisse s'en désintéresser, le mouvement crée trop de dangers pour l'ordre public et le coût social est si élevé que l'État, quelle que soit sa justification, ne peut le tolérer*. Cela correspondrait à la partie "plateau" de la genèse du nouvel ordre socio-économique.

Lors d'une troisième étape, se développerait une nouvelle offensive de ce pouvoir économique maintenant fortement enraciné. *Cette fois le pouvoir politique accompagne cette offensive en démantelant les anciennes institutions protectrices*. Les forces sociales anciennes n'ont plus leur puissance d'antan, les nouvelles forces sociales ont été légitimées, elles opèrent souvent sous des formes plus légales, en usant moins directement de la violence, l'ordre public est mieux assuré, le nouveau paradigme productif s'est étendu à de larges couches sociales. Avec ce second type d'évolution, la courbe en S est séparée en deux par un temps long de stabilisation correspondant au blocage que les institutions protectrices produisent, la deuxième étape étant rendue possible par leur démantèlement.

Un exemple du deuxième type de profil est celui des transformations des structures rurales du XVIe au XVIIIe siècles avec, en particulier, le mouvement des enclosures longtemps considéré comme l'archétype de la mise en place d'un nouvel ordre productif par le pouvoir économique appuyé sur la violence "sans phrases". Qui ne connaît en effet l'analyse faite par Marx de l'expropriation des paysans en Grande-Bretagne au XVIe siècle. Sans doute, l'histoire que nous livre Marx est dépassée, l'était déjà de son temps. Les enclosures n'eurent probablement pas l'importance qu'il leur donne, il semble avoir amplifié leurs conséquences sur la formation du capitalisme et le processus de privatisation des terres communes, déjà actif au cœur du Moyen-âge, vient de plus loin qu'il ne l'imaginait lui-même. Et le rôle du pouvoir politique fut complexe. En effet, ce mouvement, particulièrement fort en Grande Bretagne, y a été freiné, bloqué même par les Tudor. Il serait naïf d'imaginer le pouvoir royal se rangeant derrière les paysans qui risquaient l'expropriation ou s'opposant aux grands intérêts privés. L'ordre qui se met en place bloque certes le mouvement d'expropriation, mais il est très contraignant, sévèrement répressif, paternaliste avec les lois sur les

[41] Elle est caractéristique, en biologie, du développement d'une espèce dans une niche écologique au détriment d'une espèce moins "efficiente" ou du cycle de vie des produits.

pauvres. Il y eut donc un siècle (le XVIIe siècle) de stabilisation du mouvement des enclosures, un siècle de troubles et de révolutions où il n'était guère possible de relancer le mouvement.

Le processus d'enclosures peut se remettre en marche au cours du XVIIIe siècle, l'ordre social et politique rétabli. Il est fort différent de ce que le XVIe siècle avait connu (on clôture des labours pour la production du blé et non plus des pâtures pour l'élevage des moutons), mais sa puissance est décuplée par rapport à ce qui se passait au XVIe siècle dans la mesure où, cette fois, les autorités publiques accompagnent le mouvement. En effet, la Révolution de Cromwell, paradoxalement dans la mesure où elle n'avait pas craint de s'appuyer au départ sur les petits tenanciers, voire sur les *Levellers*, avait mis en place un système juridique plus "transparent, très défavorable à tous les tenanciers dont les droits sur la terre n'étaient pas clairement établis. L'expansion économique, les transformations sociales sous la République, puis, après la Restauration des Stuart et la *Glorious Revolution*, l'arrivée au pouvoir derrière Guillaume d'Orange, des couches sociales nouvelles, des bourgeoisies urbaines et rurales, de "libéraux", va permettre la reprise du mouvement d'expropriation dans les campagnes.

2. Les trois temps de l'ascension du capitalisme libéral

Il semble que, de même, le développement du capitalisme peut être analysé comme un mouvement pluri-séculaire en trois temps, deux étapes de montée du capitalisme et du libéralisme séparées par un siècle de stabilisation étatique.

a) Le premier temps commence avec le développement de la manufacture concentrée et de la fabrique, avec la constitution du marché autorégulateur. Il culmine avec la poussée d'un fort mouvement de concentration verticale dans les années 1880, surtout aux États-Unis et en Allemagne. La concentration capitaliste, la marche vers le monopole est le développement logique de la concurrence qui, comme on sait, "tue la concurrence" (ce que Marx, mais également Walras, avaient observé et analysé). Le monopole n'est pas le stade ultime du capitalisme, mais un moment logiquement produit par la phase concurrentielle. Il faut en effet reconnaître, avec Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, que la concurrence n'est nullement caractéristique du capitalisme, tout au contraire, sa tendance fondamentale est la recherche d'un monopole, par tous les moyens, par le pouvoir de marché, la coercition privée, le recours aux privilèges d'État, etc.

b) Il y eut alors une réaction de la société civile et de l'État. La montée du recours à l'État n'a pas été linéaire, elle est rythmée par les crises et les guerres. On peut distinguer trois poussées.

D'abord, à partir de la fin des années 1880, face aux monopoles, s'affirme un début de réaction contre les monopoles et la montée du méta-capitalisme. Elle prit des formes différentes en Allemagne (ce fut l'encadrement par l'État des monopoles), aux États-Unis (l'inauguration de la politique antitrusts), dans la France rurale (il s'agissait avant tout de protéger la paysannerie contre la concurrence des pays neufs).

Ensuite, un deuxième moment se développe avec la guerre de 1914-1918 lorsque se mettent en place chez les belligérants des politiques d'économie dirigées. Les années '20 peuvent être considérées comme une remontée du méta-capitalisme et, sous sa direction, il y eut une tentative de retour au libéralisme qui connut un échec retentissant avec la Grande crise.

Enfin, la troisième poussée se développe dès le début, ou le milieu (selon les pays) des années '30 avec les mesures contre le développement de la crise et, dans ce but, la mise en place de l'intervention de l'État, protecteur de la société et des performances de l'économie. Malgré la guerre de 1939-45, on peut considérer comme un seul moment la période que va de 1930/36 à 1970/75 car il n'y eut pas de tentative de "retour à la norme" marchande après '45, contrairement à ce que de nombreux observateurs attendaient (en référence à ce qui s'était passé pour 1918). Au contraire, la

Grande transformation culmine avec les institutions "fordistes" et keynesiennes après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au milieu des années 1970.

c) On peut discerner aujourd'hui que la période longue (1880/90-1970/80) de montée et de stabilisation du recours à l'État, de mise sous le boisseau du méta-capitalisme ne fut qu'un temps de répit et de maturation, comme cela avait été le cas en Grande-Bretagne au XVIIe siècle lors de la stabilisation du mouvement des enclosures. Dans une seconde étape, le développement d'un néocapitalisme commence avec les années 1980 et le démantèlement des institutions régulatrices et protectrices qui s'étaient imposées jusqu'alors.

Une telle présentation doit beaucoup à l'histoire que nous livre Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* où il décrit les deux temps de l'évolution du capitalisme : le premier correspond à la rapide montée de l'utopie destructrice du "marché autorégulateur" appliqué aux pseudo-marchandises, le second à la "grande transformation proprement dite, c'est à dire la revanche de la société et de l'État, face à l'économie libérale. Polanyi était particulièrement conscient de l'importance du pouvoir et de la coercition en économie. "Aucune société, écrit-il, n'est possible dont le pouvoir et la contrainte soient absents, ni un monde où la force n'ait pas de fonction"[42]. Cependant, l'ouvrage est rédigée au moment de la montée des totalitarismes, et Polanyi ne peut connaître la suite. Par un effet de perspective, il pense que le temps de l'utopie marchande autorégulatrice n'a été qu'une parenthèse et que la revanche de la société et de l'État est, en quelque sorte, le retour à la situation "normale" d'une économie "embedded" dans la société. Aujourd'hui, notre perspective est évidemment autre, après le démantèlement des institutions "fordistes" : nous sommes amenés à interpréter au contraire ce temps comme une (longue) parenthèse dans la montée du capitalisme et du libéralisme à l'échelle mondiale.

Pour K. Polanyi, en effet, dans les sociétés anciennes, l'économie était "encastrée" (*embedded*) dans un ensemble d'institutions sociales et politiques, elle était soumise à un ensemble de régulations sociales et au pouvoir politique. L'histoire de la destruction de ces sociétés, de l'émergence d'"économies" artificielles, des pseudo-marchandises que sont la terre, la monnaie ou le travail[43], est celle d'un véritable arrachement de l'économique hors du social avec ces deux épisodes, la révolution rurale des *enclosures* sous les Tudor et la Révolution industrielle. Dans le premier cas le pouvoir politique réussit finalement à ralentir le mouvement de désagrégation sociale, dans le second au contraire, le pouvoir politique détruisit radicalement les institutions sociales protectrices, laissant se généraliser le marché autorégulateur.

Au départ pourtant (en 1795), s'était mis en place un intermède paternaliste dans les campagnes anglaises, le système de Speenhamland : l'assistances des pauvres ruraux par des subsides automatiquement versés à domicile par les paroisses aux pauvres dont le revenu n'atteignait pas le minimum vital, le "tarif". Ce système ne pouvait durer, s'il garantissait la vie de l'homme, il eut des conséquences sociales dramatiques. Mais ce qui suivit fut pire puisqu'il agissait de "transformer la société en économie de marché" [Polanyi, 1983, 142]. Pour cela, il fallait qu'une nouvelle classe sociale (et non plus l'ancienne classe des *squires*) obtînt le pouvoir politique et bouleverse la législation, supprime l'assistance des pauvres à domicile et mette en place le système des nouvelles *Workhouses*, en 1834, "des lieux d'horreur" que les pauvres pouvaient "choisir" d'intégrer[44]. Dès lors, le travail libre, la faim ou la peur de ces "bagnes volontaires" suffisait pour qu'il y ait autorégulation du marché du travail sur le mode d'une régulation biologique telle que la *Dissertation on the Poor Laws* de Townsend, pour la première fois, la met en scène sur l'île de Robinson Crusoé, entre les

[42] Karl Polanyi, *La Grande transformation*, Paris : Galimard, 1983, p. 331.

[43] Dans la mesure où elles ne sont pas produites pour être vendues sur le marché.

[44] A la différence de celles des temps "classiques" de l'enfermement où les pauvres et vagabonds y étaient mis de force.

chèvres et les chiens[45] (l'exemple sera repris par Condorcet, Malthus et Darwin). Mais "la coercition de la loi et la servitude paroissiale comme en Angleterre, les rigueurs d'une police du travail absolutiste, comme sur le Continent, l'*indented labour*, comme dans les Amériques des premiers temps, étaient les conditions préalables pour qu'existe le “travailleur volontaire”"[46].

Surtout Karl Polanyi avait observé le début de la "Grande transformation" qu'est la réaction de la société et de l'État contre le "marché autorégulateur dans les années 1880-1944 et pressenti certains de ses développements. Aussi a-t-il montré comment les autorités publiques ont dû mettre en œuvre le retour de la régulation de l'économique par le politique et le social. Il en décrit le commencement à la fin du XIXe siècle avec la montée du syndicalisme, l'impérialisme, le protectionnisme et, au début du XXe siècle, avec la monnaie dirigée, l'intervention de l'État dans l'économie, le communisme et le fascisme, une évolution qui devait aboutir, estimait-il, à éliminer l'utopie meurtrière de l'autorégulation. L'histoire lui donna longtemps raison. Mais il pensait la période des années 1780-1880 comme une aberration, vouée à l'échec, celui de l'utopie destructrice du marché autorégulateur. On est amené à penser, au contraire, la période des années 1880-1980 comme une étape de stabilisation institutionnelle, de régulation monopoliste et étatique imposée par les excès du capitalisme libéral à une période où les forces qui s'opposaient à sa logique étaient trop importantes, où ces excès déstabilisaient l'ordre public, économique et social. Une étape de stabilisation précédant la genèse du néocapitalisme dans les années 1980 et 1990 avec le démantèlement des institutions protectrices rendu possible par l'effondrement du mouvement ouvrier et l'épuisement ou l'étiolement des forces antimonopolistes.

Finalement, la périodisation proposée pour le développement du capitalisme, cette "respiration" avec ses deux temps d'expansion du capitalisme séparés par un temps de répit[47] revient à :

1. Faire de la période qui va de la fin du XVIIIe siècle à 1880/90 une seule phase, une longue "inspiration" qui recouvre la Révolution industrielle, le démantèlement des institutions protectrices (les "contraintes féodales" de la Vieille Angleterre ou de l'Ancienne France, avant Turgot), la formation du marché régulateur, du "Factory System, de la classe ouvrière et, dans cette même logique libérale, le développement du méta-capitalisme, du capital financier et des "monopoles".

2. Ne plus isoler le modèle productif (ou de mode d'accumulation) "fordiste", mais le replacer, ainsi que la période 1945/50-1970/75, dans un mouvement beaucoup plus vaste, une Grande transformation, assimilable à un "répit"[48] pour la société grâce à la régulation étatique. Pour reprendre les trois niveaux du capitalisme que je distinguais au début de ce travail :

- au niveau de l'infra-capitalisme, les échanges, les marchés tendent à être contrôlés, encadrés par des institutions diverses, surveillés ;
- au niveau du capitalisme productif, le rééquilibrage des pouvoirs entre le capital et le travail se fait par la montée des syndicats, l'encouragement de l'institutionnalisation de leurs rapports, les conventions collectives, l'arbitrage par l'État etc ;

---

[45] Polanyi, op. cit., p. 157.

[46] Polanyi, op. cit., p. 222. Sur le travail forcé et l'importance relative du travailleur libre, cf. Yann Moulier-Boutang, *De l'Esclavage au salariat, Économie historique du salariat bridé*, Paris : PUF, 1998.

[47] Un répit pour le développement du capitalisme libéral, du méta-capitalisme, pas un répit pour les sociétés qui vont connaître guerres mondiales et crises majeures !

[48] Redisons que c'est une façon de parler puisque ce "répit" est un temps de guerres et de crises inouies ! Il n'y a répit que dans le développement du capitalisme libéral et du méta-capitalisme.

- au niveau du méta-capitalisme, l'État cherche d'abord à modérer ses excès, puis à le mettre "sous le boisseau", enfin, peu à peu, il lui permet de se reconstituer avec l'ouverture du marché mondial des capitaux en particulier.

Mettre l'accent sur une longue période d'un siècle englobant les "Trente glorieuses" suppose d'abord que l'on se refuse à faire des années 20 autre chose qu'une tentative avortée et, ensuite, surtout, que l'on mette l'accent sur les changements qui commencent à se développe dans le monde après la crise des années 1880.

L'histoire des États-Unis à la fin du XIXe siècle montre dans les années '80 un extraordinaire mouvement de concentration (surtout horizontale) en particulier dans les secteurs des chemins de fer, du charbon, de l'acier, qui sera centralisé par Andrew Carnegie, dans celui du pétrole avec la formation, dès 1882, de la Standard Oil, dans celui de l'électricité avec Thomas Edison fondant la General Electric Company et réussissant à partager le marché avec la Westinghouse Electric Company. On sait que la façon dont ces tycoons réussirent à constituer leur trust, souvent à exproprier leurs concurrents, n'a rien d'idyllique et ressemble au mouvement d'expropriation des populations campagnardes anglaises au XVIe ou au XVIIIe siècle. Tous les moyens, et pas seulement économiques, souvent des moyens illégaux, "maffieux" furent utilisés par ceux qui furent nommés des "barons voleurs"[49] et dont la puissance suppose souvent des relations avec la puissance publique. Ce mouvement de concentration du capital n'est pas seulement américain. Il est particulièrement puissant en Allemagne, mais est présent également en Angleterre, en France, en Italie.

Cependant, à partir des années 1884-1890, *s'inaugure* le changement d'attitude des États face au laissez-faire, à des marchés autorégulateurs maintenant largement régulés par les trusts, les cartels, les monopoles de toutes sortes. Une telle situation était alors devenue socialement et politique instable. Le syndicalisme et le socialisme, même souvent durement réprimés, montaient en puissance, les mouvements de rue, les tensions révolutionnaires s'exprimaient partout en Europe et aux États-Unis. Les forces sociales antimonopolistes et anticapitalistes parfois alliées étaient trop puissantes pour que les États ne se doivent d'intervenir pour protéger l'ordre public et social.

Face à ce qui était considéré comme les exactions des "barons voleurs", après les manifestations de rue que ces excès suscitent, la politique antitrusts est inaugurée aux États-Unis par les réactions de certains États dès la fin des années '80, confirmée par le Sherman Act en 1890, durcie en 1914 par le Clayton Act. Il faut se garder de minorer, ou de majorer, les effets de cette politique sur la long terme. L'antitrust n'empêchera pas la formation du "big business", mais le démantèlement de la Standard Oil, par exemple, n'est pas une petite affaire.

Je crois pourtant que le plus important est ce qui se passe en Allemagne. Avec Bismarck se met en place une politique sociale, une politique protectionniste, et s'il favorise les cartels, il les contrôle. Une politique d'ensemble, assez remarquable par sa cohérence, consistait à favoriser et à encadrer la formation de Cartels, à accepter leurs conséquences en terme de prix élevés sur le territoire national, à leur éviter la concurrence internationale par le protectionnisme et enfin, à jouer sur une forme de compromis avec les syndicats en s'appuyant sur la mise en place précoce d'un système de sécurité sociale (le premier aussi développé[50]). Alors, et d'ailleurs précocement, le protectionnisme se généralise et la France, en particulier, doit protéger les couches sociales essentielles pour la stabilité politique, la paysannerie surtouts contre la concurrence des pays neufs.

---

[49] M. Josephson, *The Robber Barons : the Great American Capitalists, 1861-1901*, 2e éd.,1982 ; M. Debouzy, *Le Capitalisme sauvage aux États-Unis, 1860-1900*, Paris : Seuil, 1972.

[50] Le projet du premier système d'assurances sociales est présenté dès 1881, l'assurance maladie date de 1883, les accidents du travail de 1884, l'assurance invalidité et vieillesse date de 1889.

La guerre de 1914-1918 va permettre de mettre en place chez tous les belligérants une économie dirigée. Le mouvement interventionniste qui se développe dès la fin des années '80 et pendant les années '90 et 1900 n'est qu'un préliminaire. Avec la guerre, l'État intervient massivement dans la formation des concentrations industrielles, la rationalisation de la production et l'organisation des industries en particulier en France et en l'Allemagne avec le rôle d'Albert Thomas (au ministère de l'armement) et de Walter Rathenau (à l'Office des matières premières). Plus largement la guerre elle-même, la mobilisation générale des hommes et des activités, la disciplinarisation de la force de travail eurent un rôle dans l'édification du nouvel ordre socio-économique.

On l'a dit, les tentatives de retour au libéralisme dans les années vingt vont rapidement avorter. Après le communisme en Russie, le fascisme en Italie, la Grande crise des années trente va d'une part donner naissance au nazisme, d'autre part aux expériences de Roosevelt ou du Front populaire. Pendant la deuxième guerre mondiale et dans les années qui suivirent, ce qui était en germe dès la fin des années 1880 devient un système où la "haute" régulation est faite par l'État. Les années 1930, les années 1960 - 70 connaissent également des mouvements de concentration capitaliste. S'il sont différents l'un de l'autre, ils sont surtout tous deux différents de ce que l'on pouvait observer dans les années 1880. Dans les années '30, les ententes, les trusts et les cartels sont souvent "défensifs", destinés à éviter les conséquences de la déflation et l'État tend à les encourager et à les encadrer. Les relations entre les grandes entreprises et les grands syndicats ouvriers sont institutionnalisés informellement et formellement grâce à l'intervention de l'État. Il y a alors émergence d'un nouveau modèle d'organisation et d'administration des grands groupes industriels (étudié par A. Chandler[51]), un mouvement observable dès les années 20, voire plus précocement et qui va s'épanouir après la guerre. Fondamentalement, le triomphe de la grande entreprise manageriale où le pouvoir des actionnaires est réduit par rapport à celui du directeur et de son État major, les objectifs spécifiques de ce type d'entreprise (moins la maximisation du rendement du capital que l'extension de la l'entreprise par accumulation interne et croissance externe) sont l'indice de la "mise sous le boisseau" du méta-capitalisme.

Pour résumer, le "fordisme" de l'après-guerre est le plein développement de tendances à l'œuvre dès les années 1885/1890. Finalement, pendant presqu'un siècle (jusqu'en 1980), le pouvoir économique, le méta-capitalisme ont été encadrés, contrôlés, dirigés même par l'État. Ce fut parfois, et seulement dans certains pays, avec l'efficacité sociale et économique que l'on sait. Mais il est clair que d'une part les deux guerres mondiales, d'autre part le fascisme, le nazisme, le communisme soviétique sont à replacer dans cette période

3. L'intéressant est ce qui se passe aujourd'hui, un nouvel essor du capitalisme, et à nouveau, la tendance à l'hypertrophie du méta-capitalisme. Depuis les années 1980, ce processus se développe avec vigueur. Avec la "flexibilité" de la force de travail, le retour en force du capital financier et du processus de fusion des entreprises, nous voyons à nouveau à l'œuvre des formes diverses de pouvoir économique appuyées sur le pouvoir politique. On peut même observer avec la privatisation des entreprises publiques le renouveau du très ancien processus de destruction de la propriété collective, d'élimination de ce que jadis on nommait les "contraintes" collectives, un sorte de retour des "enclosures" où, si ce ne sont plus les moutons, ce sont les machines qui sont censées dévorer les hommes[52]. Et, comme hier, la justification est l'efficacité économique, une justification qui s'appuie sur des bases réelles, mais qui produit aussi des effets sociaux non moins réels. Certes l'État ne peut

---

[51] Alfred D. Chandler Jr, *The Visible Hand : the Managerial Revolution in American Business*, Cambridge : Harvard University Press, 1977.

[52] Phrase célèbre de Thomas More décrivant les effets des enclosures en Écosse. Les moutons (comme les machines) ne sont cependant pas coupables ! Seule l'est la façon dont ils sont "mis en œuvre", à la place des paysans ou des salariés.

abandonner tout rôle social, mais les nouvelles institutions protectrices qui tendent à se mettre en place ne passent plus par le contrôle ou la direction de l'économie, elle oscillent entre les deux vieilles méthodes de la charité et de l'enfermement, ou les associent.

J'ai donné quelques éléments qui semblent caractériser la Nouvelle économie. Dans la perspective que je propose ici, il ne s'agit plus simplement de la mise en place d'un nouveau modèle productif, d'un nouvel ordre productif auquel correspondrait une phase d'expansion longue d'un nouveau Kondratiev. Il s'agit de la reprise du mouvement pluri-séculaire de développement du capitalisme, et surtout de sa sphère méta-capitaliste, une nouvelle "inspiration" que l'on peut mettre en rapport avec la première phase de développement de ce monde de production (la période de la fin du XVIIIe siècle aux années 1880), période interrompue pendant près d'un siècle par la remontée des régulations étatiques.